



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU**  
MINISTRE DES FINANCES  
**Comité de la Balance  
des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

GUINEE-BISSAU 2016





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



**REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU**  
Ministère de l'Economie et des Finances  
**Comité National de la Balance des  
Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

GUINEE-BISSAU 2016





RÉPUBLIQUE DE LA GUINEE-BISSAU

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET FINANCES

*Comité de la Balance des Paiements*

-----

*Secrétariat*

*Direction Nationale de la BCEAO pour la Guinée-Bissau*

**BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE AU TITRE DE L'ANNEE  
2016**

Octobre 2017

## TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>AVANT PROPOS.....</b>	<b>6</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>8</b>
<b>I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES .....</b>	<b>10</b>
1.1- Balance commerciale de biens.....	11
1.1.1- Exportations de biens.....	11
1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	11
1.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	13
1.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	13
1.1.2- Importations de biens.....	16
1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	16
1.1.2.2- Composition des importations de biens.....	17
1.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	18
1.2- Balance de services.....	22
1.2.1- Exportations de services .....	22
1.2.2- Importations de services .....	23
1.3- Compte des revenus primaires.....	24
1.4- Compte des revenus secondaires.....	25
<b>II- COMPTE DE CAPITAL.....</b>	<b>27</b>
2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	27
2.2- Transferts de capital.....	27
<b>III- COMPTE FINANCIER.....</b>	<b>27</b>
3.1- Investissements directs étrangers.....	28
3.2- Investissements de portefeuille.....	29
3.3- Dérivés financiers.....	29
3.4- Autres investissements.....	29
<b>IV- CAPITAUX MONETAIRES.....</b>	<b>29</b>
4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	29
4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	29
4.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	30
<b>V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....</b>	<b>30</b>
5.1- Évolution de la position extérieure globale nette.....	30
5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale.....	31
5.3- Structure géographique de la position extérieure globale .....	32
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>34</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>35</b>

## **Index personnalisé**

Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA).....	10
Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix de cajou.....	13
Graphique 3 : Orientation géographique des exportations en 2016.....	16
Graphique 4 : Composition des importations de biens.....	18
Graphique 5 : Orientation géographique des importations .....	18
Graphique 6 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union.....	20
Graphique 7 : Évolution de la balance des services (en millions de FCFA).....	22
Graphique 8 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA).....	23
Graphique 9: Structure des importations de services (en millions de FCFA).....	24

## Index des Tableaux

Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements .....	11
Tableau 2 : Compte des transactions courantes .....	12
Tableau 3 : Compte de biens .....	12
Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques .....	13
Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits .....	13
Tableau 6 : Orientation géographique des exportations .....	15
Tableau 7 : Evolution des exportations destinées vers les pays de l'UEMOA .....	16
Tableau 8 : Evolution des importations de biens par rubriques .....	17
Tableau 9 : Importations de biens .....	18
Tableau 10 : Evolution des Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA .....	20
Tableau 11 : Ventilation géographique des importations de marchandises .....	22
Tableau 12 : Evolution de la balance des services .....	23
Tableau 13 : Revenus primaires .....	25
Tableau 14 : Revenus secondaires .....	26
Tableau 16 : Compte financier .....	29
Tableau 17 : Correspondance des statistiques monétaires et celles de la balance des paiements....	31
Tableau 18 : Variation de la position extérieure globale .....	32
Tableau 19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période) .....	33
Tableau 20 : Répartition géographique de la position extérieure globale .....	34



## **LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS**

BTC	Balance des Transactions Courantes
BM	Banque Mondiale
BREXIT	"British exit" qui la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union Européenne
CAF	Coût Assurance Fret
CEDIS	Monnaie Nationale de Ghana
DALASI	Monnaie Nationale de la Gambie
DOLLAR USD	Monnaie des Etats Unis
EURO	Monnaie de l'Union Monétaire Européenne encore appelée Zone Euro
ECID	Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord
IDE	Investissements Directs Etrangers
LEONES	Monnaie Nationale de la Sierra-Leone
LIVRE STERLING	Monnaie Nationale d'Angleterre
MBP5	5 <sup>ème</sup> édition du Manuel de la Balance des Paiements
MBP6	6 <sup>ème</sup> édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
SCN	Système de Comptabilité Nationale
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
YEN	Monnaie Nationale du Japon
YUAN	Monnaie nationale de la Chine

*NB : la monnaie de référence dans le rapport est le FCFA, sauf indication du contraire.*

## **AVANT PROPOS**

La Balance des paiements est un cadre analytique qui retrace l'ensemble des opérations entre les résidents et les non résidents durant une période donnée qui peut être mensuelle, trimestrielle ou annuelle. Ces principaux soldes constituent des indicateurs importants d'analyse et de diagnostic. Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'Annexe III du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures, la Banque Centrale est chargée de l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA ainsi que de la balance des paiements régionale.

Ces comptes sont élaborés sur la base des contributions de tous les acteurs économiques, à travers les outils de collecte de données mis en œuvre par la Banque Centrale. Outre ces informations, l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale s'appuie sur les travaux de la Cellule sous régionale, chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Ces travaux ont permis de procéder à une analyse fine des asymétries relevées dans les déclarations statistiques bilatérales des Etats, en vue du rapprochement des données du commerce intra-UEMOA au titre de l'année 2016. Les corrections d'asymétries ont également porté sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008 par le FMI, les comptes extérieurs de la Guinée-Bissau sont élaborés depuis 2011, sur la base de ce nouveau dispositif.

## RESUME

Au cours de l'année 2016, l'économie mondiale a subi un léger ralentissement. Son taux de croissance est ressorti à 3,1% en 2016, après 3,2% en 2015, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) établies en janvier 2017. Au plan sous-régional, les dernières estimations indiquent une progression du produit intérieur brut (PIB) de l'Union, en termes réels, de 6,8% en 2016 contre 6,6% en 2015, portée par le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance. Au plan national, le rythme de croissance du PIB réel a quelque peu ralenti pour se situer à 5,8% en 2016 contre 6,1% en 2015, en rapport avec le recul de la croissance dans l'agro-industrie et le transport.

Les transactions économiques et financières de la Guinée-Bissau avec le reste du monde se sont traduites, au terme de l'année 2016, par une légère réduction de l'excédent du solde global de la balance des paiements, résultant d'une baisse de l'excédent du solde des transactions courantes et de capital dont l'impact a été atténué par les entrées nettes au titre du compte financier.

L'excédent du compte courant est ressorti à 10.056,3 millions en 2016 contre 12.386,1 millions enregistrés une année plus tôt, en raison de l'aggravation du déficit de la balance des services et de la légère baisse de l'excédent de la balance des revenus secondaires dont l'impact a été atténué par l'amélioration des soldes des balances des biens et des revenus primaires.

Les échanges de biens ont dégagé un excédent de 27.491,1 millions en 2016 contre 26.801,1 millions en 2015, en raison essentiellement de la progression des exportations de noix de cajou dont l'impact a été quelque peu atténué par la hausse des importations.

Le déficit de la balance des services s'est aggravé de 9,0%, pour ressortir à 60.968,7 millions en 2016, en raison notamment de la hausse du fret, sous l'impulsion des importations.

L'excédent du compte de revenus primaires s'est accru de 2.498,1 millions, pour se situer à 17.622,3 millions en 2016, en liaison avec la hausse des intérêts perçus par les banques commerciales sur les titres publics des autres pays de l'UEMOA acquis.

Les entrées nettes au titre du compte de revenus secondaires ont baissé de 1,9%, passant de 26.401,4 millions en 2015 à 25.910,8 millions en 2016, en rapport avec le recul des appuis budgétaires reçus.

L'excédent du compte de capital a baissé pour se situer à 29.564,1 millions contre 35.382,1 millions en 2015, en liaison avec le recul des flux des ressources reçues au titre des transferts en capital en faveur des administrations publiques. Avec les entrées nettes de 6.681,8 millions au titre du compte financier, le solde global de la balance des paiements dégage un excédent de 33.846,0 millions en 2016 contre 35.801,0 millions en 2015.

La PEGN s'est améliorée, en s'établissant à -132.162,3 millions en 2016 contre -159.788,3 millions à fin 2015. L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette à fin 2016 fait

ressortir une situation positive avec les autres régions du monde (19.559,4 millions) contre une situation débitrice avec la Zone euro (-51.035,8 millions) et les autres pays de l'UEMOA (-100.725,9 millions).

## INTRODUCTION

Au cours de l'année 2016, l'environnement économique et financier international a été marqué par les difficultés économiques observées dans les grands pays industrialisés, notamment la baisse des investissements, ainsi que par le recul des cours du pétrole et les incertitudes liées à la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union Européenne, le « Brexit ».

Dans ce contexte, l'économie mondiale a subi un léger ralentissement. Son taux de croissance est ressorti à 3,1% en 2016, après 3,2% en 2015, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) établies en janvier 2017. Dans les pays industrialisés, la croissance économique a ralenti à 1,6% en 2016, après 2,1% en 2015, en dépit des politiques monétaires accommodantes des banques centrales et de la baisse des cours du pétrole. Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance économique est resté stable, en se situant à 4,1% en 2016. En Chine, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti à 6,7% en 2016, après 6,9% en 2015. La nouvelle politique des autorités chinoises, consistant à orienter les ressorts de la croissance vers la consommation intérieure et les services, a continué d'avoir un effet modérateur sur l'activité à court terme, tout en contribuant à mettre en place les conditions nécessaires pour une expansion durable à long terme. En Inde, la croissance économique a ralenti pour se situer à 6,6% en 2016, après 7,6% en 2015. Les signes de ce fléchissement sont perceptibles dans quasiment tous les secteurs d'activité. Le Brésil est demeuré en récession avec une contraction de 3,5% de l'activité en 2016, sous l'effet des chocs liés aux bas niveaux des cours des produits de base et des tensions sociopolitiques. En Afrique subsaharienne, la croissance s'est établie à 1,6% en 2016 contre 3,4% en 2015, soit son plus bas niveau depuis 1993. La faiblesse des prix des produits de base a largement contribué à la dégradation des performances économiques de la région, notamment au niveau de ses deux plus grandes économies, à savoir le Nigeria et l'Afrique du Sud, ainsi que dans la Zone CEMAC.

S'agissant des produits de base, les incertitudes entourant la reprise mondiale ainsi que les ajustements lents des offres et demandes de plusieurs produits, y compris les fluctuations des taux de change ont pesé sur les marchés. Les indices calculés par le FMI indiquent, en moyenne annuelle, un repli des prix des produits énergétiques de 16,8% et de ceux des produits industriels de 6,5%. En revanche, ceux des produits alimentaires progressent de 1,9%.

Sur les marchés des changes, la monnaie européenne s'est dépréciée face aux principales devises en 2016, à l'exception de la livre sterling, en liaison avec le renforcement des mesures d'assouplissement de la politique monétaire prises par la BCE et le resserrement de la politique monétaire de la FED. Le cours de l'euro s'est replié de 3,1% pour s'établir à 1,0543 dollar en décembre 2016. La devise européenne s'est également contractée, par rapport au yen japonais et au franc suisse, de 7,5% et 0,7% respectivement. En revanche, l'euro s'est apprécié de 16,3% et 4,0% respectivement face à la livre sterling et au yuan chinois.

Au plan sous-régional, les dernières estimations indiquent une progression du produit intérieur brut (PIB) de l'Union, en termes réels, de 6,8% en 2016 contre 6,6% en 2015. L'expansion économique a été portée par le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance, avec une contribution de 3,8 points, à la faveur de la bonne tenue des activités commerciales, de transport ainsi que du dynamisme des services financiers et de télécommunications. Sur le marché ouest-africain, la monnaie des pays de la Zone UEMOA s'est renforcée par rapport aux principales devises de la sous-région. En moyenne sur l'année 2016, 1.000 FCFA se sont échangés contre 6,6 cedis ghanéens, 74,3 dalasis gambiens, 10.572,0 leones sierra-leonais, 159,1 dollars libériens, 14.901,8 francs guinéens et 423,4 nairas nigériens.

Au plan national, le pays a bénéficié d'un contexte marqué par une forte hausse des prix à l'exportation de la noix de cajou. Le rythme de croissance du PIB réel a tout de même ralenti pour se situer à 5,8% en 2016 contre 6,1% en 2015, en rapport avec le recul de la croissance dans l'agro-industrie et le transport. De façon générale, tous les secteurs ont contribué à la croissance économique. Le secteur primaire a enregistré une croissance de 5,3% en 2016 contre 2,9% en 2015. L'activité du secteur secondaire a progressé de 4,8% en 2016 contre 5,1% en 2015. Le secteur tertiaire a connu une croissance de 5,7% en 2016 contre 6,6% en 2015. Du côté de la demande, la croissance serait soutenue principalement par les exportations de noix de cajou, la consommation et l'investissement privé dans une moindre mesure. L'inflation reste maîtrisée avec un taux moyen annuel de 1,5% en 2015 et 2016. Les opérations financières de l'État en 2016 ont été soutenues par les effets positifs des réformes entreprises dans un contexte marqué par une baisse des appuis budgétaires.

Dans ce contexte, les échanges extérieurs ont été caractérisés par une légère baisse de l'excédent du solde de la balance des transactions courantes, qui ressort à 10.056,3 millions en 2016 contre 12.386,1 millions en 2015, en rapport avec la détérioration de la balance des services et le recul de l'excédent de la balance des revenus secondaires dont l'impact a été atténué par la hausse de l'excédent du solde des revenus primaires. L'excédent du compte de capital a connu une baisse de 5,818 millions en 2016 alors que le compte financier s'est amélioré, ce qui s'est traduit par un excédent de 33.845,9 millions sur le solde global de la balance des paiements en 2016 contre 35.801 millions un an plus tôt. Le tableau 1 présente les soldes des principales composantes de la balance des paiements.

**Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements**

(En millions de FCFA)

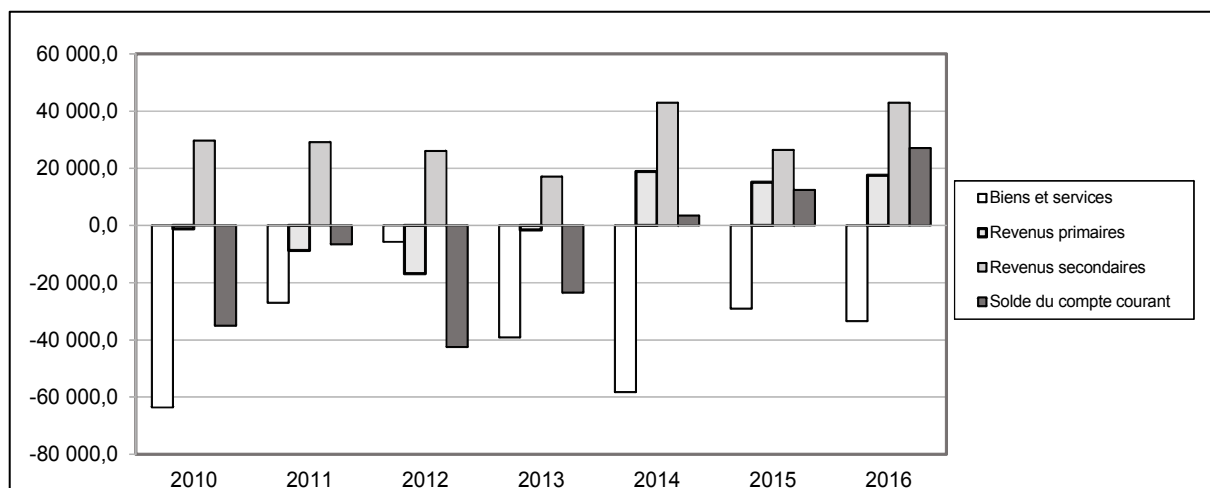
Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Compte des transactions courantes</b>	-35.039,8	-6.630,0	-42.497,3	-25.941,5	3.119,9	12.386,1	10.056,3
Biens et services	-63.638,0	-27.025,4	-51.678,5	-39.090,7	-58.224,2	-29.139,6	-33.476,8
Revenus primaires	-1.143,7	-8.733,6	-16.864,2	-3.963,2	18.459,1	15.124,3	17.622,3
Revenus secondaires	29.742,0	29.129,0	26.045,4	17.112,4	42.884,9	26.401,4	25.910,8
<b>Compte de capital</b>	485.427,5	26.958,0	15.863,0	15.822,1	27.395,9	35.382,1	29.564,1
<b>Compte financier</b>	436.093,5	-8.703,3	1.688,7	-15.871,6	-39.591,5	4.128,6	-6.681,8
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	-2.114,2	-2.261,7	-4.764,9	5.129,7	6.140,1	-7.838,5	-12.456,2
<b>Solde global</b>	12.180,0	26.769,6	-33.087,9	10.881,9	76.247,4	35.801,0	33.846,0

Source : BCEAO

## I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes, regroupant celles des biens, des services, des revenus primaires et secondaires, présente un excédent pour la troisième année consécutive du fait notamment du niveau élevé des prix à l'exportation de la noix de cajou. Le graphique 1 retrace ces évolutions.

**Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA)**



Source: BCEAO

En 2016, l'excédent du solde de la balance des transactions courantes a connu une légère baisse, se situant à 10.056,3 millions contre 12.386,1 millions en 2015, en rapport avec la détérioration de la balance des services et le recul de l'excédent du compte de revenus secondaires. En revanche, l'excédent du solde de revenu primaire s'est consolidé. Le tableau 2 présente l'évolution des principaux soldes des comptes de transactions courantes.

**Tableau 2 : Compte des transactions courantes***(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Biens et services	-63.638,0	-27.025,4	-51.678,5	-39.090,7	-58.224,2	-29.139,6	-33.476,8
Biens	-34.643,7	-1.046,2	-25.732,0	-14.840,4	-23.828,6	26.801,1	27.491,1
Services	-28.994,3	-25.979,2	-25.946,5	-24.250,3	-34.395,6	-55.940,7	-60.968,0
Revenus primaires	-1.143,7	-8.733,6	-16.864,2	-3.963,2	18.459,1	15.124,3	17.622,3
Revenus secondaires	29.742,0	29.129,0	26.045,4	17.112,4	42.884,9	26.401,4	25.910,8
Solde du compte courant	-35.039,8	-6.630,0	-42.497,3	-25.941,5	3.119,9	12.386,1	10.056,3
Solde du compte courant (hors dons)	-46.239,8	-22.412,0	-54.397,3	-28.341,5	719,9	6.786,1	8.631,7
PIB Nominal	418.525,6	520.776,0	547.182,6	572.032,1	591.200,0	600.927,1	693.900,0
<b>Solde courant (en pourcentage du PIB)</b>	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0

Sources : BCEAO et INE

**1.1- Balance commerciale de biens**

La balance commerciale de biens a enregistré un excédent de 27.491,1 millions en 2016 contre 26.801,1 millions en 2015, en rapport avec une hausse de la valeur des exportations plus importante que celle des importations, du fait de l'augmentation des prix à l'exportation de la noix de cajou et des volumes exportés.

**Tableau 3 : Compte de biens***(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de biens	62.702,4	112.300,8	67.062,0	75.485,6	82.055,1	149.191,3	164.008,2
Importations de biens	97.346,1	113.347,0	92.794,0	90.326,0	105.883,8	122.390,2	136.517,1
<b>Balance commerciale de biens</b>	<b>-34.643,7</b>	<b>-1.046,2</b>	<b>-25.732,0</b>	<b>-14.840,4</b>	<b>-23.828,6</b>	<b>26.801,1</b>	<b>27.491,1</b>
<b>Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)</b>	<b>0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>
<b>Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>

Sources : Douanes et BCEAO

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations s'est situé à 120,1% en 2016 contre 121,9% en 2015.

**1.1.1- Exportations de biens****1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens**

A la suite des ajustements apportés aux statistiques douanières, les exportations FOB de marchandises générales sont ressorties à 164.008,2 millions en 2016 contre 149.191,3 millions l'année précédente, soit une hausse de 9,9% après un accroissement de 81,8% en 2015. La hausse



de la valeur des exportations s'explique principalement par l'accroissement de 10,7% du volume de noix de cajou exporté dans un contexte marqué par une hausse des prix à l'exportation qui sont passés de 1.300\$/tonne en 2015 à 1.400\$/tonne en 2016. La hausse du volume de noix de cajou exporté s'explique par les mesures prises par l'Etat pour limiter les exportations à travers les canaux non officiels. Il s'agit notamment du renforcement du contrôle des frontières et de la simplification des procédures d'exportation avec la création d'un guichet unique. La forte hausse des prix au producteur a également incité les agriculteurs à vendre leurs récoltes aux intervenants locaux. Aucune exportation de bois n'a été enregistrée du fait des mesures prises par l'Etat pour interdire cette activité et confisquer les stock disponibles. Les exportations des autres produits sont restées marginales. Elles ont tout même enregistré une forte baisse en rapport avec un recul des réexportations vers l'Europe, précisément vers les Pays-Bas.

**Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques**

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	62.702,4	112.300,8	67.062,0	75.485,6	81.165,7	149.191,3	164.008,2
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	889,4	0,0	0,0
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total exportations de biens</b>	<b>62.702,4</b>	<b>112.300,8</b>	<b>67.062,0</b>	<b>75.485,6</b>	<b>82.055,1</b>	<b>149.191,3</b>	<b>164.008,2</b>

Sources : Douanes et BCEAO

**Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits**

(En millions de FCFA)

Produits	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Noix de cajou 1/	37.327,6	55.793,9	50.360,7	62.357,6	57.242,6	90.488,2	108.720,8
Bois	252,1	87,4	0,0	279,1	0,0	11.767,2	0,0
Autres	190,9	351,1	765,3	224,2	274,0	312,3	66,1
Reexportation	3.127,2	1.838,0	446,0	127,0	0,0	0,0	0,0
Total statistiques officielles	40.897,9	58.070,4	51.572,0	62.987,9	57.516,6	102.567,7	108.786,9
Ajustement de Valeur	5.587,0	28.425,0	10.025,0	2.608,0	11.855,2	42.853,3	50.736,1
Ajustement de Champ	-5.587,0	25.501,5	5.465,0	9.889,7	12.633,3	3.770,3	4.485,2
<b>Total</b>	<b>40.897,9</b>	<b>111.996,9</b>	<b>67.062,0</b>	<b>75.485,6</b>	<b>82.005,1</b>	<b>149.191,3</b>	<b>164.008,2</b>

Sources : Douanes et BCEAO

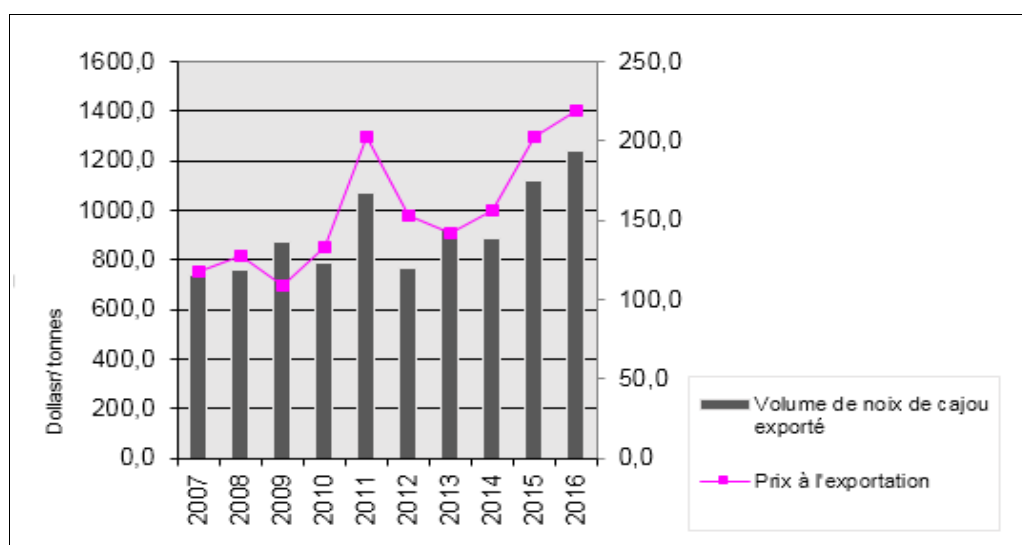
1/ les exportations de noix de cajou sont évaluées par la douane à un prix de référence fixé par l'Etat. Ce prix est différent du prix du marché, ce qui explique notamment les ajustements de valeurs réalisés dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements.

### 1.1.1.2- Composition des exportations de biens

L'analyse de la structure des exportations par produit montre que celles-ci restent dominées par la

noix de cajou tant en volume qu'en valeur. En 2016, selon les statistiques officielles, les exportations de la noix de cajou ont représenté 99,9% de la valeur des exportations totales du pays. Cette situation traduit la forte dépendance du pays par rapport aux exportations de noix de cajou, qui s'explique par la faible diversification de la base productive, malgré le potentiel important du pays dans le domaine de la pêche et des mines. Le graphique présente l'évolution des volumes exportés et des prix à l'exportation de la noix de cajou.

**Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix de cajou**



Note : l'échelle de gauche correspond au prix à l'exportation en dollar/tonne et l'échelle de droite au volume exporté en tonne

Sources : Douanes, BCEAO

En 2016, les autres produits exportés sont l'arachide, l'huile de palme et les produits halieutiques. Leurs poids respectifs demeurent assez faibles, ne dépassant pas 0,1%, selon les statistiques officielles.

### 1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Le continent asiatique demeure la principale destination des exportations de la Guinée-Bissau puisque la quasi-totalité de la noix de cajou brute sont exportée en Inde et en Singapour. Le continent africain, principalement la zone UEMOA et la CEDEAO occupe la deuxième position.

**Tableau 6 : Orientation géographique des exportations**

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>EUROPE</b>	<b>2.144,5</b>	<b>1.559,1</b>	<b>317,9</b>	<b>77,0</b>	<b>921,0</b>	<b>212,0</b>	<b>50,0</b>
<b>UNION EUROPEENNE</b>							
<b>ZONE EURO</b>	<b>2.144,5</b>	<b>1.559,1</b>	<b>149,1</b>	<b>75,7</b>	<b>921,0</b>	<b>212,0</b>	<b>50,0</b>
France	836,1	619,9	1,3	1,9	0,0	0,0	32,0
Allemagne	3,3	0,9	0,0	0,0	0,0	6,7	0,0
Italie	6,8	4,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0
Pays-Bas	194,9	26,1	45,0	29,0	52,9	150,7	0,0
Belgique	0,0	112,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	1.082,2	777,9	95,6	42,0	845,3	25,0	16,0
Espagne	21,3	18,0	7,2	2,2	22,8	29,5	2,0
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Royaume-Uni	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>168,9</b>	<b>1,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Suisse	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	0,0
Russie	0,0	0,0	168,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Turkie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>AFRIQUE</b>	<b>22.419,6</b>	<b>26.228,2</b>	<b>14.559,9</b>	<b>19.222,9</b>	<b>13.063,5</b>	<b>3.792,5</b>	<b>8.604,1</b>
<b>UEMOA</b>	<b>22.029,8</b>	<b>25.995,2</b>	<b>14.536,4</b>	<b>19.146,0</b>	<b>12.859,5</b>	<b>3.770,3</b>	<b>4.485,2</b>
Bénin	0,0	0,0	0,0	752,0	219,1	0,0	0,0
Burkina	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	1,3
Côte d'Ivoire	0,0	615,2	272,4	2.146,2	0,0	0,0	0,0
Mali	5.571,4	7.077,0	7.037,8	6.275,7	8.896,2	0,0	573,9
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,7
Sénégal	16.458,4	18.303,0	3.595,4	3.653,3	3.740,2	3.770,3	3.890,2
Togo	0,0	0,0	3.630,8	6.318,8	0,0	0,0	0,0
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>355,7</b>	<b>207,9</b>	<b>21,0</b>	<b>5,6</b>	<b>204,0</b>	<b>4,3</b>	<b>4.110,9</b>
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ghana	0,0	38,1	0,0	0,0	0,0	0,0	4.102,9
Cap - Vert	76,2	39,4	17,6	2,1	204,0	4,3	0,0
Gambie	8,0	1,2	3,4	0,6	0,0	0,0	8,0
Serra leoa	0,0	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0
R. Guinée	271,4	129,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>CEMAC</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>34,2</b>	<b>25,2</b>	<b>2,6</b>	<b>71,3</b>	<b>0,0</b>	<b>17,9</b>	<b>8,0</b>
Afrique du Sud	3,8	0,0	2,6	9,0	0,0	0,0	0,0
Maroc	6,0	19,1	0,0	5,0	0,0	17,9	8,0
Tunisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Egypte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mauritanie	24,4	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Angola	0,0	0,0	0,0	57,2	0,0	0,0	0,0
<b>AMERIQUE</b>	<b>107,6</b>	<b>956,0</b>	<b>595,6</b>	<b>53,6</b>	<b>9,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
USA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	85,1	941,5	595,0	53,5	9,6	0,0	0,0
Antigua	22,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Argentina	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Cuba	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Panama	0,0	14,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>ASIE</b>	<b>36.999,0</b>	<b>83.322,5</b>	<b>50.539,7</b>	<b>55.248,9</b>	<b>67.171,6</b>	<b>144.286,6</b>	<b>155.354,1</b>
Chine	568,7	752,4	506,1	1.262,7	2.212,5	21.209,3	1.169,4
Japon	50,0	18,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Inde	35.841,4	74.526,9	46.049,0	39.634,8	49.266,8	76.346,2	123.920,8
Pakistan	4,9	97,6	148,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Emirats arabes unis	0,0	0,0	137,7	1.656,9	5.764,2	16.373,0	4.914,8
Thaïlande	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Corea	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Liban	8,5	0,2	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0
Singapour	524,8	7.575,2	3.665,4	7.190,9	6.944,1	21.586,2	18.854,6
Vietnam	0,0	351,6	32,9	5.503,3	2.983,9	8.771,9	6.494,6
Indonésie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres pays</b>	<b>1.031,7</b>	<b>235,0</b>	<b>1.048,8</b>	<b>883,3</b>	<b>889,4</b>	<b>900,0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>62.702,4</b>	<b>112.300,8</b>	<b>67.062,0</b>	<b>75.485,6</b>	<b>82.055,1</b>	<b>149.191,1</b>	<b>164.008,2</b>

Sources : Douanes, BCEAO

En 2016, les ventes extérieures vers l'Asie ont progressé, en rapport avec la hausse des exportations de noix de cajou destinées principalement en Inde et dans une moindre mesure à Singapour, au Vietnam et aux Emirats Arabes Unis.

En 2016, les ventes extérieures vers l'Europe sont en baisse par rapport l'année précédente. Ainsi, elles sont ressorties à 66,1 millions contre 212,0 millions en 2015, en rapport avec le recul des réexportation vers les Pays-Bas.

La part des exportations vers le reste du Continent africain, y compris les échanges à travers des canaux non officielles ont enregistré une hausse, s'établissant à 8.604,1 en 2016 contre 3.792,5 en 2015. Elles ont été réalisées essentiellement avec les autres pays membres de l'UEMOA, particulièrement avec le Sénégal, et aussi avec les pays membres de la CEDEAO notamment le Ghana qui a absorbé une partie des exportations de noix de cajou. Ces exportations de noix de cajou vers Ghana sont en rapport avec l'installation d'industries de transformation dans ce pays.

**Tableau 7 : Evolution des exportations destinées vers les pays de l'UEMOA**

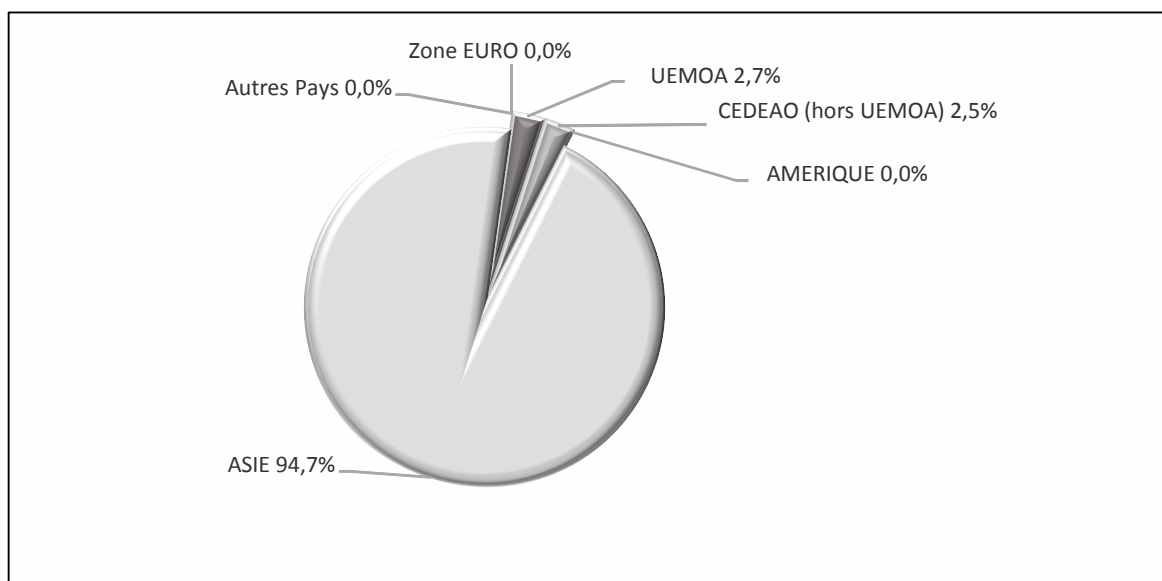
*(En millions de F CFA)*

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Bénin	0,0	0,0	0,0	752,0	219,1	0,0	0,0
Burkina	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	1,3
Côte d'Ivoire	0,0	615,2	272,4	2.146,2	0,0	0,0	0,0
Mali	5.571,4	7.077,0	7.037,8	6.275,7	8.896,2	0,0	573,9
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,7
Sénégal	16.458,4	18.303,0	3.595,4	3.653,3	3.740,2	3.770,3	3.890,2
Togo	0,0	0,0	3.630,8	6.318,8	0,0	0,0	0,0
<b>UEMOA</b>	<b>22.029,8</b>	<b>25.995,2</b>	<b>14.536,4</b>	<b>19.146,0</b>	<b>12.859,5</b>	<b>3.770,3</b>	<b>4.485,2</b>

Source : BCEAO

Au total, les exportations de la Guinée-Bissau en 2016, ont été principalement destinées à l'Asie (94,7%), au Sénégal (2,4%) et au Ghana (2,5%).

**Graphique 3 : Orientation géographique des exportations en 2016**



Sources: Douanes, BCEAO

## 1.1.2- Importations de biens

### 1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

Sur la base des données de la douane (avec ajustement), la valeur des importations (en FOB) a augmenté de 11,6% en 2016 après une augmentation de 15,5% en 2015. Elle s'établit à 136.517,0 millions en 2016 contre 122.342,6 millions en 2015. Cette évolution s'explique par la consolidation de la reprise de la croissance entamée en 2015, qui s'est traduite par une hausse des acquisitions au niveau des principaux sous groupes de produits.

**Tableau 8 : Evolution des importations de biens par rubriques**

(En millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales (statistiques douanières)	79.758,8	86.686,0	66.187,1	63.065,9	88.057,3	94.379,0	92.121,7
Ajustement	33.434,3	45.112,8	41.712,9	41.964,5	40.442,4	54.095,0	73.554,3
Total Importations CAF	113.193,2	131.798,8	107.900,0	105.030,4	128.499,7	148.474,0	165.676,0
<b>TOTAL IMPORTATIONS DE BIENS (FOB)</b>	<b>97.346,1</b>	<b>113.347,0</b>	<b>92.794,0</b>	<b>90.326,1</b>	<b>105.883,7</b>	<b>122.342,6</b>	<b>136.517,0</b>

Source : BCEAO

### 1.1.2.2- Composition des importations de biens

La structure des importations en 2016 est composée dans l'ordre, des biens alimentaires (36,3%), des produits énergétiques (16,9%), des biens d'équipements (16,1%), des biens intermédiaires et de matières premières (13,1%), des autres biens divers (9,5%) et d'autres biens de consommation courante (8,1%).

**Tableau 9 : Importations de biens**

*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produits alimentaires	31.395,3	39.470,2	37.422,8	35.949,3	46.031,1	48.738,2	60.204,5
Autres biens de consommation courante	8.255,8	9.819,3	8.077,5	8.377,8	7.807,6	9.177,0	13.382,6
Produits énergétiques	24.534,9	26.080,6	19.339,1	22.504,4	23.195,3	31.042,5	28.014,2
Matières premières et biens intermédiaires	10.348,8	13.453,5	11.507,3	12.324,4	16.889,3	20.252,0	21.678,8
Biens d'équipement	30.465,1	33.816,2	25.260,2	19.770,4	20.260,8	24.785,2	26.727,7
Produits divers	8.193,3	9.159,1	6.293,1	6.104,0	14.315,7	14.479,1	15.668,3
<b>Total importations de biens CAF</b>	<b>113.193,2</b>	<b>131.798,8</b>	<b>107.900,0</b>	<b>105.030,4</b>	<b>128.499,7</b>	<b>148.474,0</b>	<b>165.676,0</b>
<b>Total importations de biens FOB</b>	<b>97.346,1</b>	113.347,0	92.794,0	<b>90.326,1</b>	<b>105.883,7</b>	<b>122.342,6</b>	<b>136.517,0</b>

Source : BCEAO

Les importations de produits alimentaires ont enregistré une hausse de 23,5%. Les importations de produits céréaliers, constitués essentiellement du riz et du blé, représentent le premier poste des produits alimentaires. La hausse enregistrée en 2016 a été impulsée par les importations de blé qui ont progressé de 62,6%, après la baisse observée en 2015. En revanche, la valeur des importations de riz a baissé de 1,2%, en rapport avec l'accroissement de la production locale. En 2016, le volume des importations de riz s'est situé à 82.050,4 tonnes contre 83.099,9 tonnes en 2015. Les importations de sucre ont baissé de 42,6% alors que les importations de produits laitiers ont augmenté de 27,9%. Les autres biens de consommation courante, notamment les boissons ont augmenté de 22,6% en 2016.

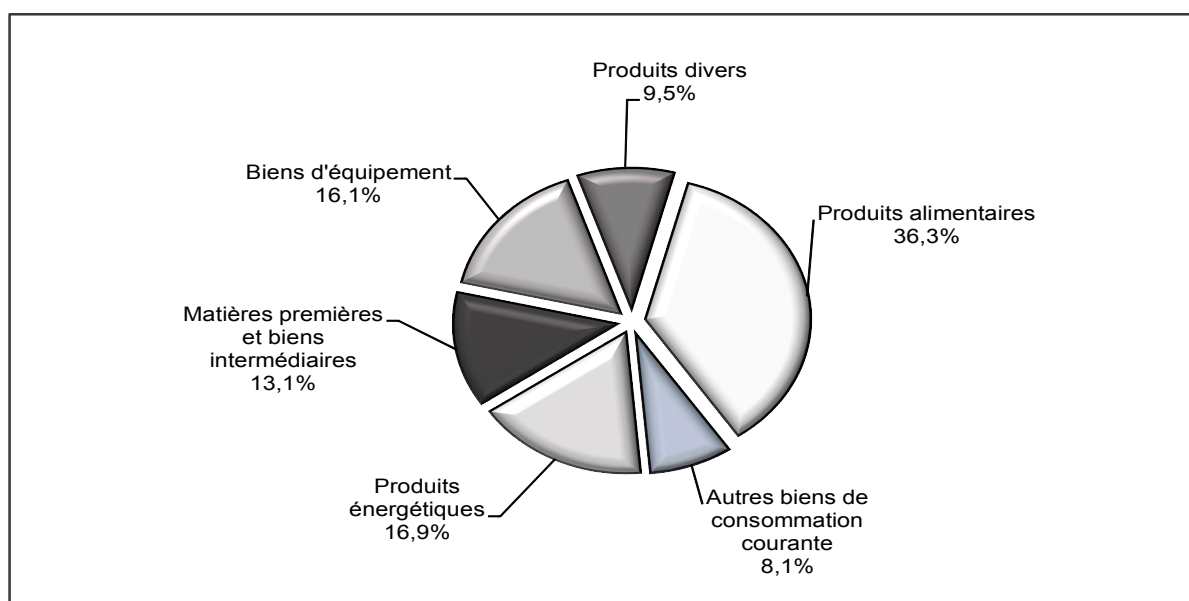
En 2016, la facture pétrolière a baissé de 9,8%, en rapport avec la baisse des importations de carburants de la société nationale de production d'électricité. La baisse des cours des produits pétroliers a également contribué à cette tendance.

Les acquisitions de biens intermédiaires, composées notamment de matériaux de construction, affiche une hausse de 7,0%, en rapport avec la hausse de l'activité du secteur privé.

Les acquisitions de biens d'équipement ont enregistré une hausse de 7,8%, en rapport avec l'accroissement de l'investissement privé. Ces biens sont importés du Portugal, du Sénégal, d'Espagne, de Chine et d'Allemagne.

Les importations de produits divers ont enregistré une hausse de 8,2%, soutenue par l'achat des appareils médicaux divers et d'appareils de navigation.

**Graphique 4 : Composition des importations de biens**

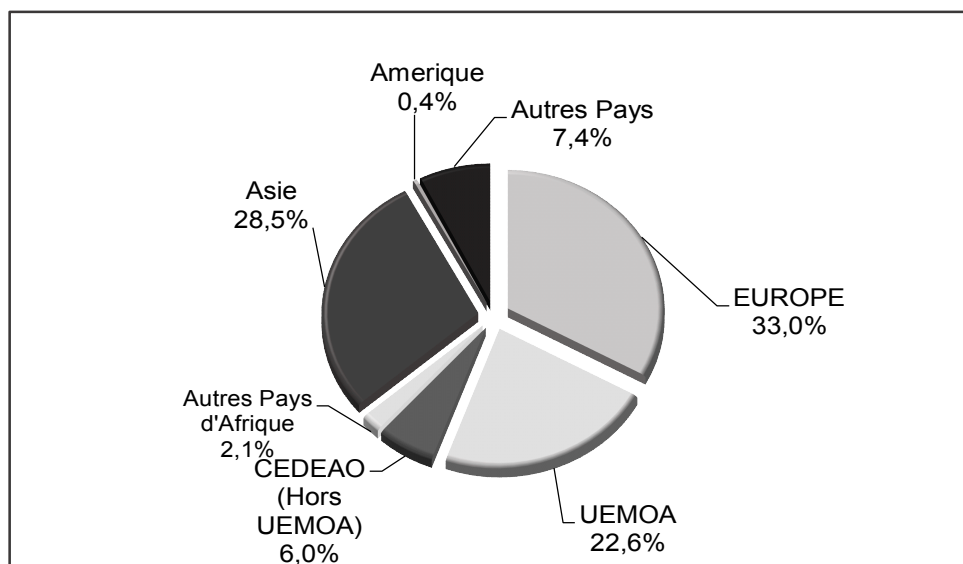


Source : BCEAO

### 1.1.2.3- Orientation géographique des importations

Le graphique 5 présente la ventilation géographique des importations de marchandises au cours de l'année 2016.

**Graphique 5 : Orientation géographique des importations**



Source : BCEAO

En 2016, l'Europe, principalement, la zone Euro est devenu le premier fournisseur de la Guinée-Bissau. Sa part dans les importations totales s'est située à 32,3% en 2016 contre 34,9% en 2015. Les importations du pays en provenance de cette région proviennent principalement du Portugal qui est le premier pays fournisseur de la Guinée-Bissau avec une part dans les importations totales estimée à 23,1%. Les importations en provenance de la Zone Euro sont constituées, pour la plupart,

de produits pétroliers (Huiles de pétrole, gas-oil, essences, Gaz), de produits alimentaires (blé et boissons essentiellement), et de biens d'équipements (matériaux de transport, machines et appareils mécaniques et électriques). Le recul des parts de marché enregistré en 2016 s'explique par la baisse de la part des importations en provenance d'Espagne ( 2,2%) et d'Italie (2,1%).

Le continent Africain est le second fournisseur de la Guinée-Bissau, soutenu les échanges avec le Sénégal qui est le second fournisseur de la Guinée-Bissau. Les biens acquis sur le continent africain sont dominés par les produits alimentaires et le pétrole raffiné. La part moyenne des importations en provenance de l'Afrique s'est située à 30,7% en 2016 contre 37,8% en 2015. Cette baisse fait suite au recul des importations de produits pétroliers en provenance du Sénégal.

**Tableau 10 : Evolution des Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA**

*(En millions de FCFA)*

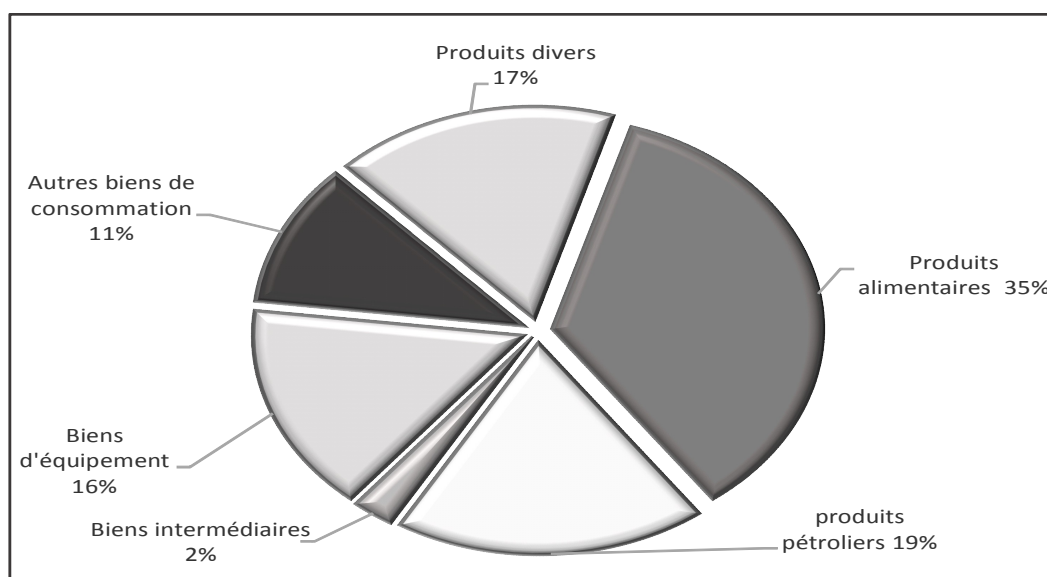
Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Bénin	1.003,1	1.106,0	316,9	85,4	103,5	10,9	9,0
Burkina	606,8	185,2	13,3	24,4	0,0	0,0	13,0
Côte d'Ivoire	1.499,4	557,3	389,5	221,3	443,0	459,0	1.299,4
Mali	2.041,6	9.855,3	651,4	372,2	224,5	124,3	80,8
Niger	275,5	268,3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9
Sénégal	32.643,9	30.648,0	37.100,2	46.879,2	52.861,0	48.159,7	35.583,6
Togo	1.870,4	595,5	400,4	56,6	26,4	1.277,5	455,0
<b>UEMOA</b>	<b>39.940,7</b>	<b>43.215,6</b>	<b>38.871,7</b>	<b>47.639,1</b>	<b>53.658,4</b>	<b>50.031,4</b>	<b>37.442,7</b>

Source : BCEAO

Les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA seraient constituées principalement de produits alimentaires (35,0%), de biens intermédiaires (2,0%), de produits pétroliers (19,0%) et de biens équipements (16,0%). En 2016, les importations de produits alimentaires ont concerné principalement les produits laitiers, le riz et le blé. Les biens intermédiaires importés portent principalement sur les matériaux de construction, notamment le ciment.



**Graphique 6 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union**



Source : BCEAO

Les acquisitions de biens en provenance du continent asiatique sont soutenues par les importations de riz en provenance du Pakistan et les achats de biens d'équipements et intermédiaires en provenance de la Chine, de l'Inde et Malaisie. Ces acquisitions ont représenté 28,5% des importations totales en 2016 contre 20,0% en 2015.

Les achats en provenance du continent américain ont représenté 0,4% du total des importations en 2016 contre 1,1% en 2015. Le Brésil demeure tout de même le premier partenaire du pays au niveau du continent américain, avec une part dans les importations totales du pays estimée à 0,4% en 2016 contre 0,8% en 2015.

**Tableau 11 : Ventilation géographique des importations de marchandises**

(En millions de FCFA)

	2012		2013		2014		2015		2016	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>EUROPE</b>	<b>46.365,5</b>	<b>43,0%</b>	<b>35.442,3</b>	<b>33,7%</b>	<b>44.185,1</b>	<b>34,4%</b>	<b>54.490,9</b>	<b>36,7%</b>	<b>54.595,1</b>	<b>32,95%</b>
<b>U. EUROPÉENNE (ZONE EURO)</b>	<b>45.796,6</b>	<b>42,4%</b>	<b>34.564,9</b>	<b>32,9%</b>	<b>43.003,5</b>	<b>33,5%</b>	<b>51.813,4</b>	<b>34,9%</b>	<b>53.570,2</b>	<b>32,33%</b>
Belgique	230,5	0,2%	139,8	0,1%	8,0	0,0%	577,7	0,4%	191,0	0,12%
France	3.548,1	3,3%	701,4	0,7%	1.615,5	1,3%	1.343,4	0,9%	1.220,8	0,74%
Allemagne	250,2	0,2%	581,5	0,6%	500,6	0,4%	652,8	0,4%	308,4	0,19%
Italie	602,8	0,6%	741,4	0,7%	3.623,7	2,8%	4.765,1	3,2%	3.514,4	2,12%
Pays-Bas	3.601,1	3,3%	3.668,9	3,5%	4.680,2	3,6%	5.068,9	3,4%	6.436,2	3,88%
Portugal	35.573,9	33,0%	26.771,8	25,5%	27.570,0	21,5%	34.479,0	23,2%	38.283,7	23,11%
Espagne	1.990,0	1,8%	1.960,0	1,9%	5.005,4	3,9%	4.926,5	3,3%	3.615,8	2,18%
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	<b>57,6</b>	<b>0,1%</b>	<b>52,8</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>160,3</b>	<b>0,1%</b>	<b>80,0</b>	<b>0,05%</b>
Royaume-Uni	57,6	0,1%	52,8	0,1%	0,0	0,0%	160,3	0,1%	75,5	0,05%
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	<b>511,3</b>	<b>0,5%</b>	<b>824,6</b>	<b>0,8%</b>	<b>1.181,6</b>	<b>0,9%</b>	<b>2.517,2</b>	<b>1,7%</b>	<b>944,9</b>	<b>0,57%</b>
Suisse	23,1	0,0%	87,4	0,1%	63,8	0,0%	144,6	0,1%	70,5	0,04%
Turkie	488,1	0,5%	737,2	0,7%	1.117,9	0,9%	2.372,6	1,6%	874,4	0,53%
Russie	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,00%
Suède	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1.601,3	1,1%	1.016,8	0,61%
<b>AFRIQUE</b>	<b>41.521,7</b>	<b>38,5%</b>	<b>51.205,0</b>	<b>48,8%</b>	<b>57.671,9</b>	<b>44,9%</b>	<b>56.142,6</b>	<b>37,8%</b>	<b>50.895,2</b>	<b>30,72%</b>
<b>UEMOA</b>	<b>38.871,7</b>	<b>36,0%</b>	<b>47.639,1</b>	<b>45,4%</b>	<b>53.658,4</b>	<b>41,8%</b>	<b>50.331,4</b>	<b>33,9%</b>	<b>37.442,7</b>	<b>22,60%</b>
Bénin	316,9	0,3%	85,4	0,1%	103,5	0,1%	10,9	0,0%	9,0	0,01%
Burkina	13,3	0,0%	24,4	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	13,0	0,01%
Côte d'Ivoire	389,5	0,4%	221,3	0,2%	443,0	0,3%	459,0	0,3%	1.299,4	0,78%
Mali	651,4	0,6%	372,2	0,4%	224,5	0,2%	424,3	0,3%	80,8	0,05%
Niger	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,9	0,00%
Sénégal	37.100,2	34,4%	46.879,2	44,6%	52.861,0	41,2%	48.159,7	32,4%	35.583,6	21,48%
Togo	400,4	0,4%	56,6	0,1%	26,4	0,0%	1.277,5	0,9%	455,0	0,27%
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>1.431,5</b>	<b>1,3%</b>	<b>2.388,8</b>	<b>2,3%</b>	<b>3.165,8</b>	<b>2,5%</b>	<b>4.242,4</b>	<b>2,9%</b>	<b>9.972,2</b>	<b>6,02%</b>
Cap - Vert	234,1	0,2%	388,2	0,4%	961,6	0,7%	13,5	0,0%	1.010,2	0,61%
Gambie	1.021,4	0,9%	1.404,6	1,3%	2.046,5	1,6%	4.098,9	2,8%	8.131,0	4,91%
Ghana	31,5	0,0%	11,0	0,0%	46,8	0,0%	89,5	0,1%	143,1	0,09%
R. Guinée	139,6	0,1%	65,1	0,1%	110,8	0,1%	40,5	0,0%	668,7	0,40%
Nigéria	4,9	0,0%	519,9	0,5%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	19,2	0,01%
<b>CEMAC</b>	<b>48,4</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>2,6</b>	<b>0,00%</b>
Cameroun	48,4	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2,4	0,00%
Gabon	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,5	0,00%
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>1.170,1</b>	<b>1,1%</b>	<b>1.177,1</b>	<b>1,1%</b>	<b>847,7</b>	<b>0,7%</b>	<b>1.568,8</b>	<b>1,1%</b>	<b>3.477,7</b>	<b>2,10%</b>
Algérie	290,5	0,3%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,00%
Angola	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	46,9	0,03%
Libye	0,0	0,0%	0,0	0,0%	8,4	0,0%	9,4	0,0%	0,0	0,00%
Mauritanie	57,4	0,1%	32,0	0,0%	18,0	0,0%	8,1	0,0%	34,6	0,02%
Maroc	315,2	0,3%	996,3	0,9%	719,5	0,6%	1.154,0	0,8%	3.044,4	1,84%
Afrique du Sud	496,1	0,5%	57,7	0,1%	43,7	0,0%	311,7	0,2%	238,8	0,14%
Tunisie	10,8	0,0%	4,1	0,0%	0,0	0,0%	54,9	0,0%	9,5	0,01%
Egypte	0,0	0,0%	87,1	0,1%	58,1	0,0%	30,7	0,0%	103,5	0,06%
<b>AMERIQUE</b>	<b>1.779,0</b>	<b>1,6%</b>	<b>1.803,9</b>	<b>1,7%</b>	<b>1.096,2</b>	<b>0,9%</b>	<b>1.626,3</b>	<b>1,1%</b>	<b>659,4</b>	<b>0,40%</b>
Antigua	0,0	0,0%	15,6	0,0%	14,8	0,0%	10,0	0,0%	0,0	0,00%
Argentine	3,8	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	5,7	0,0%	0,0	0,00%
Brésil	1.426,9	1,3%	1.101,0	1,0%	992,0	0,8%	1.127,8	0,8%	625,1	0,38%
Canada	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4,1	0,0%	34,3	0,02%
Cuba	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,00%
Panama	0,0	0,0%	0,0	0,0%	30,3	0,0%	300,0	0,2%	0,0	0,00%
Etats-Unis	348,2	0,3%	687,3	0,7%	59,0	0,0%	178,7	0,1%	0,0	0,00%
<b>ASIE</b>	<b>15.066,8</b>	<b>14,0%</b>	<b>12.814,9</b>	<b>12,2%</b>	<b>19.591,6</b>	<b>15,3%</b>	<b>29.742,2</b>	<b>20,0%</b>	<b>47.226,3</b>	<b>28,51%</b>
Chine	1.895,6	1,8%	872,8	0,8%	2.264,2	1,8%	6.427,2	4,3%	9.721,9	5,87%
Inde	3.698,3	3,4%	3.871,8	3,7%	7.133,0	5,6%	5.871,8	4,0%	8.294,4	5,01%
Japon	657,8	0,6%	226,1	0,2%	46,7	0,0%	46,5	0,0%	0,0	0,00%
Corea	17,4	0,0%	32,3	0,0%	0,0	0,0%	71,2	0,0%	220,0	0,13%
Liban	102,7	0,1%	148,8	0,1%	73,4	0,1%	208,6	0,1%	2.294,0	1,38%
Malasie	77,9	0,1%	835,8	0,8%	861,6	0,7%	1.093,2	0,7%	3.402,9	2,05%
Pakistan	5.825,6	5,4%	5.197,4	4,9%	6.400,1	5,0%	10.826,0	7,3%	14.718,5	8,88%
Singapour	235,9	0,2%	410,4	0,4%	896,4	0,7%	1.322,2	0,9%	2.345,3	1,42%
Vietnam	168,7	0,2%	464,5	0,4%	791,7	0,6%	560,6	0,4%	0,0	0,00%
Thaïlande	59,7	0,1%	70,2	0,1%	634,9	0,5%	1.496,6	1,0%	2.664,8	1,61%
Emirats Arabes Unis	1.830,2	1,7%	470,4	0,4%	331,1	0,3%	1.108,8	0,7%	2.708,7	1,63%
Indonésie	497,0	0,5%	214,4	0,2%	158,3	0,1%	709,4	0,5%	855,9	0,52%
Timor Oriental	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	11,8	0,0%	0,0	0,00%
<b>AUTRES PAYS</b>	<b>3.167,1</b>	<b>2,9%</b>	<b>3.764,2</b>	<b>3,6%</b>	<b>5.905,0</b>	<b>4,6%</b>	<b>6.472,0</b>	<b>4,4%</b>	<b>12.300,0</b>	<b>7,42%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>107.900,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>105.030,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>128.449,7</b>	<b>100,0%</b>	<b>148.474,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>165.676,0</b>	<b>100,00%</b>
<b>EUROPE</b>	<b>46.365,5</b>	<b>43,0%</b>	<b>35.442,3</b>	<b>33,7%</b>	<b>44.185,1</b>	<b>34,4%</b>	<b>54.490,9</b>	<b>36,7%</b>	<b>54.595,1</b>	<b>32,95%</b>
<b>AFRIQUE</b>	<b>41.521,7</b>	<b>38,5%</b>	<b>51.205,0</b>	<b>48,8%</b>	<b>57.671,9</b>	<b>44,9%</b>	<b>56.142,6</b>	<b>37,8%</b>	<b>50.895,2</b>	<b>30,72%</b>
<b>AMERIQUE</b>	<b>1.779,0</b>	<b>1,6%</b>	<b>1.803,9</b>	<b>1,7%</b>	<b>1.096,2</b>	<b>0,9%</b>	<b>1.626,3</b>	<b>1,1%</b>	<b>659,4</b>	<b>0,40%</b>
<b>ASIE</b>	<b>15.066,8</b>	<b>14,0%</b>	<b>12.814,9</b>	<b>12,2%</b>	<b>19.591,6</b>	<b>15,3%</b>	<b>29.742,2</b>	<b>20,0%</b>	<b>47.226,3</b>	<b>28,51%</b>
<b>AUTRES PAYS</b>	<b>3.167,1</b>	<b>2,9%</b>	<b>3.764,2</b>	<b>3,6%</b>	<b>5.905,0</b>	<b>4,6%</b>	<b>6.472,0</b>	<b>4,4%</b>	<b>12.300,0</b>	<b>7,42%</b>

Sources : Douanes, BCEAO

## 1.2- Balance de services

En 2016, le solde déficitaire de la balance des services, s'est établi à 60.967,7 millions contre 55.940,7 millions l'année précédente, affichant ainsi une détérioration, qui résulte principalement de la hausse du fret.

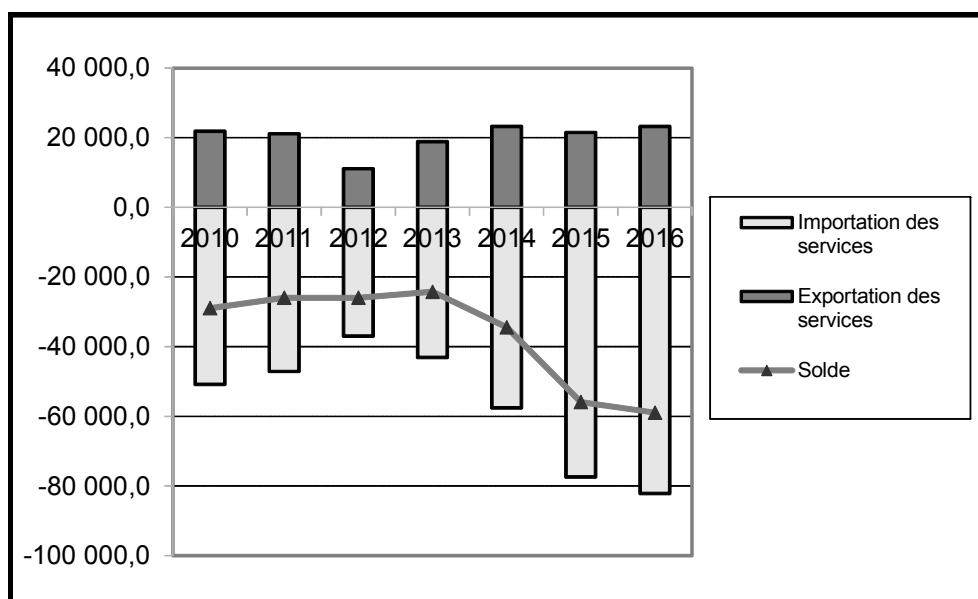
**Tableau 12 : Evolution de la balance des services**

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Transport	-13.685,2	-19.042,0	-17.063,3	-14.902,6	-19.018,6	-24.568,7	-29.040,2
<i>Dont fret</i>	-13.581,2	-15.754,0	-14.806,9	-12.804,7	-18.686,9	-24.350,0	-27.171,0
Voyage	-8.006,1	-8.249,0	-6.728,8	-4.833,9	-16.041,4	-21.031,3	-21.788,3
<b>Autres services</b>	<b>-7.303,0</b>	<b>1.311,8</b>	<b>-2.154,4</b>	<b>-4.513,8</b>	<b>664,4</b>	<b>-10.340,7</b>	<b>-10.139,1</b>
<b>Total services nets</b>	<b>-28.994,3</b>	<b>-25.979,2</b>	<b>-25.946,5</b>	<b>-24.250,3</b>	<b>-34.395,6</b>	<b>-55.940,7</b>	<b>-60.967,6</b>

Source : BCEAO

**Graphique 7 : Evolution de la balance des services (en millions de FCFA)**

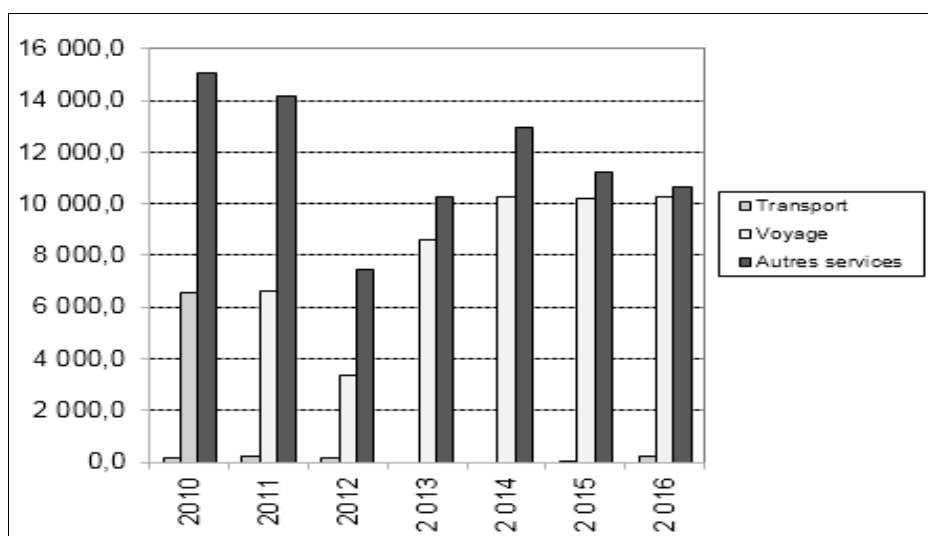


Source : BCEAO

### 1.2.1- Exportations de services

En 2016, les exportations des services ont connu une légère baisse. Elles se sont situées à 21.185,6 millions en 2016 contre 21.451,9 millions en 2015. Le poste « voyage » a affiché une relative augmentation, se situant à 11.499,6 millions en 2016 contre 10.214,6 millions en 2015. Les exportations au titre des « autres services » ont régressé, passant de 11.201,58 millions en 2015 à 9.444,4 millions en 2016, en rapport avec une baisse des recettes enregistrées au titre des exportations de services de télécommunication. Le poste « transport » reste marginal.

**Graphique 8 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA)**



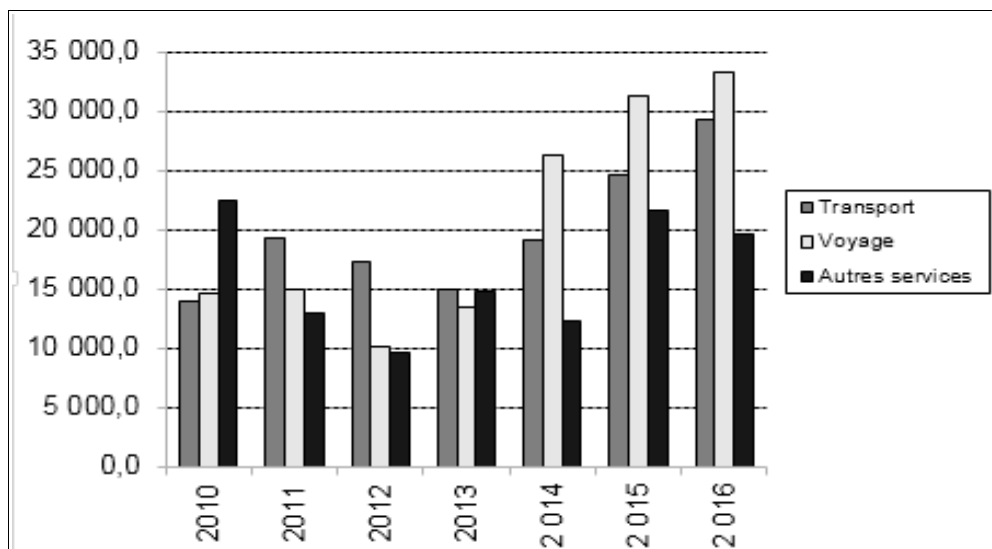
Source : BCEAO

### 1.2.2- Importations de services

En 2016, les importations de services se sont situées à 82.153,5 millions contre 77.392,6 millions en 2015. Le poste « Transport » a progressé de 4.677,4 millions, en rapport avec la hausse du Fret, induite par l'accroissement des importations. Le poste « Voyage » s'est accru de 2.042,0 millions se situant à 33.287,9 millions en 2016, soutenu par les dépenses de voyage à titre professionnel<sup>1</sup>. S'agissant des importations d'autres services, elles ont enregistré une baisse de 1.958,5 millions, en rapport avec la baisse des services de télécommunications.

<sup>1</sup>Les dépenses de voyage ont fortement progressé à partir de 2014 avec la prise en compte des dépenses de voyage de travailleurs saisonniers, ce qui explique la forte détérioration du solde enregistré à partir de cette année.

**Graphique 9: Structure des importations de services (en millions de FCFA)**



Source : BCEAO

### 1.3- Compte des revenus primaires

La balance des revenus primaires est constituée de la rémunération des salariés, des revenus des investissements et des autres revenus primaires. L'excédent du compte s'est accru, en rapport avec la baisse du déficit du compte des revenus des investissements et de la hausse des intérêts reçus par les banques locales sur les titres des autres pays acquis. Le solde des revenus du travail est ressorti à 9.622,2 millions contre 8.172,8 millions l'année précédente<sup>2</sup>. Le solde des autres revenus primaires affiche un excédent de 10.625,3 millions correspondant principalement aux licences de pêche et à la compensation financière reçue de l'Union européenne au titre des accords de pêche avec l'UE.

**Tableau 13 : Revenus primaires**

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Rémunérations des salariés	-76,7	861,5	-244,0	-1.810,3	-309,0	8.458,1	8.172,8	9.622,2
Revenus des investissements	-4.666,2	-2.005,2	-8.489,6	-15.021,9	-3.654,2	-2.530,0	-6.036,3	-2.625,1
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	-32,0	0,0	12.531,0	12.987,8	10.625,3
<b>Revenu primaire net</b>	<b>-4.742,8</b>	<b>-1.143,7</b>	<b>-8.733,6</b>	<b>-16.864,2</b>	<b>-3.963,2</b>	<b>18.459,1</b>	<b>15.124,3</b>	<b>17.622,3</b>

Source : BCEAO

<sup>2</sup>Le solde du compte des rémunérations des salariés est ressorti excédentaire à partir de 2014 avec la prise en compte à partir de cette années des revenus des travailleurs saisonniers.

### Encadré 1 : Compensation financière et licences de pêche

La Guinée Bissau a conclu des accords de partenariat avec l'Union Européenne dans le secteur de la pêche. L'actuel accord est entré en vigueur depuis le 16 juin 2007 et tacitement reconduit pour des périodes de 4 ans. Il autorise les navires de l'UE venant principalement d'Espagne, du Portugal, d'Italie, de Grèce et de France à pêcher dans les eaux de la Guinée-Bissau, qui reçoit en contrepartie une compensation financière annuelle de €9,2 millions, dont €3 millions pour appuyer la politique de pêche. Le protocole actuel avec la Guinée-Bissau a été négocié entre les parties et paraphé en février 2012. En raison du coup d'État militaire du 12 avril 2012, l'adoption du protocole a été suspendue. Le 16 octobre 2014, l'ordre constitutionnel ayant été restauré en Guinée-Bissau, l'Union Européenne a adopté la décision relative à la signature et à l'application provisoire du protocole. En outre, les propriétaires de navires étrangers paient des droits de licence pour pêcher dans les eaux de la Guinée-Bissau. Ainsi, le pays a reçu en 2016, 5.434,5 millions au titre de la compensation financière et 3.914.0 millions au titre des licences.

#### 1.4- Compte des revenus secondaires

L'excédent du compte de revenu secondaire a affiché une légère baisse, en ressortant à 25.910,8 millions en 2016 contre 26.401,4 millions en 2015, en raison d'un repli de 21,8% des transferts courants publics.

**Tableau 14 : Revenus secondaires**

*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Administration publique	14.205,0	17.314,0	11.911,0	1.861,7	23.631,6	6.534,9	1.424,6
Autres secteurs	15.536,9	11.815,0	14.134,4	15.250,8	19.253,4	19.866,5	24.486,2
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>12.130,5</i>	<i>10.697,0</i>	<i>12.363,0</i>	<i>12.363,0</i>	<i>19.177,6</i>	<i>19.356,9</i>	<i>23.235,1</i>

Source : BCEAO

Les transferts courants publics nets sont ressortis en 2016 à 1.424,6 millions contre 6.534,9 millions en 2015, en rapport avec la forte baisse des appuis budgétaires. Le solde des transferts privés<sup>3</sup> nets affiche une augmentation. En effet, les transferts reçus en 2016 se sont situés à 38.337,7 millions contre 34.447,96 en 2015 millions, soit une hausse de 11,3%. S'agissant des transferts émis, ils se sont situés à 15.888,3 millions en 2016 contre 15.091,0 millions en 2015, soit une hausse de 5,3%. Les transferts reçus proviennent principalement des pays européens, particulièrement du Portugal,

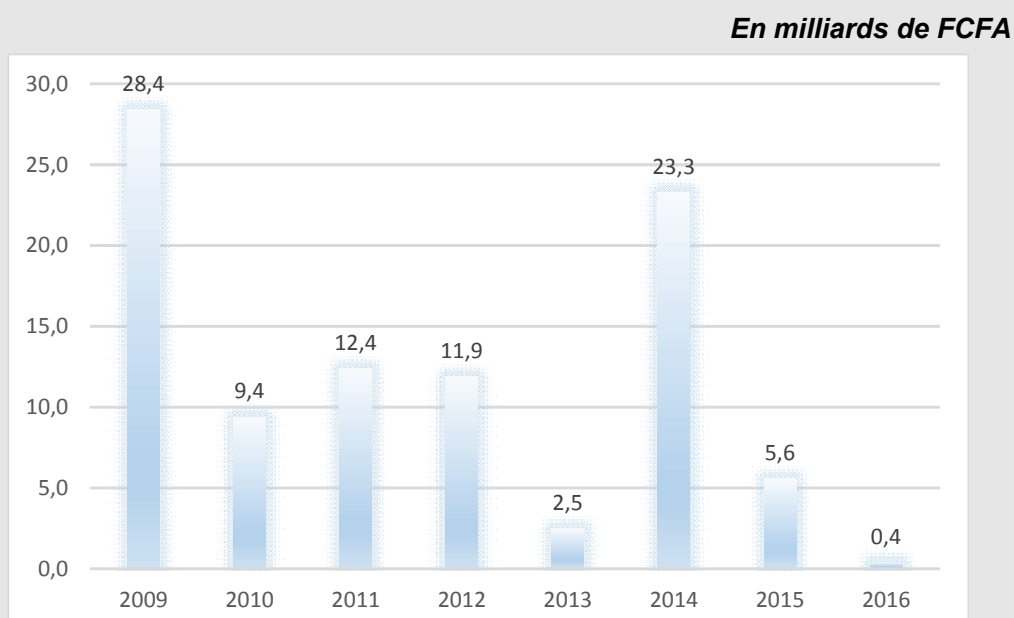
<sup>3</sup>Une enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants a été réalisée en 2011 et les résultats de cette enquête ont permis une meilleure prise en compte de ces flux, dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements. En 2016, les données sur ces flux ont été collectées auprès des banques de la place. En dehors de ces circuits officiels, les ménages passent également par des canaux informels pour réaliser des transferts ou recevoir des fonds. Ces flux sont pris en compte dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, en utilisant les résultats issus de l'enquête réalisée en 2011.

de la France, de l'Allemagne, des autres pays de l'UEMOA, notamment du Sénégal, et du Brésil. Les transferts émis sont destinés principalement au Portugal, au Sénégal et au Brésil.

#### **Encadré 2 : Evolution des appuis budgétaires mobilisés entre 2009-2016**

L'évolution des appuis budgétaires reçus par la Guinée-Bissau a été très volatile. En 2009, les appuis budgétaires ont atteint un montant record de 28,5 milliards de FCFA, sous l'impulsion des ressources reçues du FED (13,7 milliards), avant d'enregistrer une forte baisse en 2010 pour se fixer à 9,4 milliards de FCFA. En 2011, ces ressources se sont situées à 12,4 milliards, en hausse de 31,9% par rapport à 2010. Suite aux événements intervenus le 12 avril 2012 avec la suspension des relations avec l'UE, la BM, le FMI et la BAD, les appuis budgétaires sont inscrits à la baisse. En 2012, la baisse a été relativement faible du fait des appuis exceptionnels reçus des institutions communautaires sous régionales (CEDEAO, UEMOA). En revanche, le recul des appuis budgétaires s'est accentué en 2013 avec 2,5 milliards enregistrés contre 11,9 milliards un an plus tôt. La restauration de la normalité constitutionnelle en 2014 a favorisé la mobilisation des ressources extérieures et les appuis budgétaires ont atteint 23,3 milliards dont 9,0 milliards pour l'organisation des scrutins électorales. Les appuis budgétaires (hors élections) reçus proviennent principalement de la BM (4.600 millions, de l'UE (6.559,6 millions) et de Timor (3.000 millions). La crise institutionnelle observée à partir du mois d'août 2015, avec la suspension du programme conclu avec le FMI et sa restauration à fin 2016, n'ont pas favorisé la mobilisation des appuis budgétaires en 2015 et 2016.

#### **Évolution des appuis budgétaires mobilisés par la Guinée-Bissau**



Sources : Ministère des Finances

## II- COMPTE DE CAPITAL

### 2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Ce compte enregistre les transactions relatives aux acquisitions et cessions d'actifs corporels (terre, ressources du sous-sol, etc...) qui sont utiles ou indispensables à la production de biens et services et des actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc...). A l'instar de l'année précédente, aucune transaction importante n'a été enregistrée sur ce poste en 2016.

### 2.2- Transferts de capital

L'excédent du solde du compte de capital a enregistré une baisse, s'établissant à 29.564,1 millions de FCFA en 2016 contre 35.382,1 millions de FCFA l'année précédente, en rapport avec le recul des transferts destinés au financement des projets publics. Les principaux partenaires financiers ont tout de même poursuivi le financement des projets publics malgré la suppression des appuis budgétaires. En 2016, l'Etat a reçu des appuis pour le financement des projets dans les secteurs sociaux et des infrastructures, auprès notamment du PNUD (1.725,4 millions), de l'UNICEF (8.444,5 millions), de la BM (5.759,6 millions), du FM (6.835,0 millions) et de la Commission de l'UEMOA (1.164,3 millions)

Les transferts des autres secteurs, destinés principalement aux ONGs intervenant dans les secteurs sociaux et dans l'agriculture, ont connu une hausse par rapport à 2015 pour se situer à 1.496,9 millions contre 556,0 millions.

**Tableau 15 : Compte de capital**

*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de capital	485.427,5	26.958,0	15.863,0	15.822,1	27.395,9	35.382,1	29.564,1
Administration publique	485.427,5	25.700,0	15.900,0	8.816,0	26.100,0	34.826,1	28.065,2
<i>Dont remises de dettes</i>	<i>484.447,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>738,5</i>
Autres secteurs	0,0	1.258,0	-37,0	7.006,1	1.295,9	556,0	1.498,9
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>485.427,5</b>	<b>26.958,0</b>	<b>15.863,0</b>	<b>15.822,1</b>	<b>27.395,9</b>	<b>35.382,1</b>	<b>29.564,1</b>

Source : BCEAO

## III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique BCEAO, englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents. Il est composé des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers ainsi que des autres investissements. Le tableau 16, présente l'évolution de ce compte de 2010 à 2016.



**Tableau 16 : Compte financier***(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Investissements directs	-13.719,8	-11.403,0	-3.458,2	-9.701,9	-12.906,9	-9.599,3	-13.954,8
Investissements de portefeuille	44,6	-16,1	0,0	0,0	-9.505,6	-4.960,6	-10.800,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	449.768,8	2.715,8	5.146,9	-6.169,7	-17.179,0	18.688,5	18.073,0
<b>Solde du compte du compte financier</b>	<b>436.093,5</b>	<b>-8.703,3</b>	<b>1.688,7</b>	<b>-15.871,6</b>	<b>-39.591,5</b>	<b>4.128,6</b>	<b>-6.681,8</b>

Source : BCEAO

**3.1- Investissements directs étrangers**

Les investissements directs sont constitués de nouvelles prises de participation dans le capital, des bénéfiques réinvestis ainsi que des dettes et créances entre entreprises apparentées. Au cours de l'année 2016, les entrées nettes au titre des Investissements directs étrangers, c'est-à-dire, le stock des investissements des privés non-résidents dont les montants représentent individuellement au moins 10% du capital social, se sont accrus de 13.954,8 millions en 2016 contre 9.599,3 millions en 2015. Les principaux secteurs bénéficiaires de ces flux sont les secteurs hôteliers, des télécommunications et le secteur industriel, avec la poursuite des travaux de construction de trois complexes hôteliers, et la construction d'une cimenterie. Par instruments, ces flux sont induits principalement par des renforcements des capitaux propres.

**Encadré 3 : dispositif de l'Union en matière de suivi des Investissements Directs Etrangers (IDE)**

Dans le cadre du processus d'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données des comptes extérieurs, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union a été renforcé, avec l'administration à compter de 2009, d'un formulaire complémentaire destiné au recueil d'informations sur les fonds propres des entreprises. Ce formulaire, administré conjointement avec le questionnaire de balance des paiements transmis aux entreprises, permet de recueillir des renseignements sur les investissements étrangers, selon l'orientation géographique et sectorielle. Le formulaire de collecte des données sur les IDE a été complété en intégrant à partir de 2011, les opérations d'emprunt, de crédits commerciaux et de dépôts, qui sont classées parmi les investissements étrangers au sens de la balance des paiements.

Ainsi, ce dispositif permet d'approfondir les analyses sur les investissements directs étrangers et de faire ressortir les risques pesant sur les financements extérieurs de nos Etats, en permettant une décomposition des flux par secteur, par instruments de dette et par partenaires. De même, ces données contribuent au renforcement des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, à travers un élargissement de leur

champ de couverture aux corrections d'asymétries sur les flux intracommunautaires au titre des investissements directs étrangers (IDE). Elles permettent également aux pays de l'Union de participer à l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID), dont l'adhésion à compter de l'édition 2011 a été autorisée par les Autorités de la Banque Centrale.

### **3.2- Investissements de portefeuille**

Au cours de l'année 2016, les entrées nettes au titre des Investissements de portefeuille se sont situées à 10.800,0 millions. Elles concernent principalement les titres émis par le Trésor Public et acquis par les banques des autres pays de l'UEMOA.

### **3.3- Dérivés financiers**

Aucun montant n'a été enregistré sous cette rubrique.

### **3.4- Autres investissements**

Les autres investissements sont constitués principalement des crédits commerciaux, des numéraires et dépôts, les transactions liées à l'endettement public et les autres comptes à payer et/ou à recevoir. En 2016, le solde net des autres investissements a connu une forte détérioration avec des sorties nettes de 18.073,0 millions, en rapport avec les dépôts constitués et les crédits commerciaux concédés par les entreprises intervenant dans le secteur de commercialisation de la noix de cajou. L'impact de ces évolutions a été quelque peu atténué par les décaissements reçus par l'Etat pour le financement des projets publics.

## **IV- CAPITAUX MONETAIRES**

### **4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale**

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont établis à 163.507,3 millions en 2016 contre 169.900,0 millions en 2015, traduisant ainsi une détérioration de 6.392,7 millions. Ainsi, les avoirs extérieurs bruts sont passés de 216.978,3 millions en 2015 à 213.947,7 millions au titre de l'année 2016. S'agissant des engagements extérieurs bruts de la Banque Centrale, ils enregistrent une hausse de 3.362,1 millions en 2016, se fixant à 50.440,4 millions.

### **4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts**

La position extérieure nette des banques et des autres Institutions Monétaires en 2016 est ressortie créditrice de 77.072,0 millions contre 36.833,1 millions l'année précédente, soit une amélioration de 40.238,9 millions.

### 4.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

Les variations de la position de la Banque Centrale et de celle des banques de dépôts ont conduit à un solde excédentaire de 33.846,0 millions contre 35.801,0 millions un an auparavant.

**Tableau 17 : Correspondance des statistiques monétaires et celles de la balance des paiements**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016	Variation
<b>I- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BCEAO</b>						
<b>Avoirs</b>						
- Statistiques monétaires	107.113,0	109.319,7	158.292,4	220.926,2	217.924,8	-3.001,4
- Position de réserve	141,7	-86,3	943,9	456,1	3.821,6	3.365,5
- DTS détenus	-9.641,0	-9.076,9	-9.693,3	-10.338,5	-11.058,0	-719,5
- Réévaluation et flux non transactionnels	1.167,2	5.865,0	24.321,7	6.225,7	6.452,5	226,8
- Autres Ajustements	287,2	341,5	-720,5	-291,2	-3.193,2	-2.902,0
<b>Total avoirs -Statistiques de la Balance des Paiements</b>	<b>99.068,1</b>	<b>106.363,0</b>	<b>173.144,2</b>	<b>216.978,3</b>	<b>213.947,7</b>	<b>-3.030,6</b>
<b>Engagements</b>						
- Statistiques monétaires	52.274,2	52.927,0	38.024,9	61.387,9	64.802,3	3.414,4
- Allocation de DTS	10.404,1	9.971,1	10.649,6	11.358,9	11.381,0	22,1
- Réévaluation et flux non transactionnels	1.208,9	208,6	19.105,6	-773,9	-49,7	724,2
- Autres Ajustement	2.089,6	2.320,1	-1.465,5	-2.176,8	-2.931,2	-754,4
<b>Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements</b>	<b>45.168,6</b>	<b>45.484,6</b>	<b>45.015,4</b>	<b>47.078,3</b>	<b>50.440,4</b>	<b>3.362,3</b>
<b>II- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DES BANQUES DE DEPOTS</b>						
<b>Avoirs</b>						
- Statistiques monétaires	21.429,0	44.135,0	36.784,0	30.806,0	66.365,0	35.559,0
- Débiteurs divers	181,0	238,0	0,0	152,0	11.577,0	11.425,0
- Billets externes UMOA	3.279,0	2.271,0	4.700,0	4.200,0	3.037,0	-1.163,0
- Réévaluation et flux non transactionnels	1.211,0	-17.828,0	-3.592,0	12.526,0	8.347,0	-4.179,0
- Ajustements	2.846,0	3.512,0	7.694,0	4.602,0	5.955,0	1.353,0
<b>Total avoirs -Statistiques de la Balance des Paiements</b>	<b>28.946,0</b>	<b>32.328,0</b>	<b>45.586,0</b>	<b>52.286,0</b>	<b>95.281,0</b>	<b>42.995,0</b>
<b>Engagements</b>						
- Statistiques monétaires	7.785,0	8.175,0	5.425,0	22.900,0	17.962,0	-4.938,0
- Réévaluation et flux non transactionnels	-10.738,0	-12.184,0	-6.218,0	-11.566,0	2.100,0	13.666,0
- Ajustements	1.995,7	2.530,7	3.575,7	4.118,9	-1.853,0	-5.971,9
<b>Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements</b>	<b>-957,3</b>	<b>-1.478,3</b>	<b>2.782,7</b>	<b>15.452,9</b>	<b>18.209,0</b>	<b>2.756,1</b>

Source : BCEAO

## V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

### 5.1- Évolution de la position extérieure globale nette

A fin 2016, la position extérieure globale nette s'est établie à -132.162,3 millions contre -159.788,3 millions en 2015, soit une amélioration de 27.626,0 milliards, du fait d'une augmentation des créances sur l'étranger plus importante que celle des engagements extérieurs.

Le stock d'actifs financiers s'est établi à 349.396,7 millions à fin 2016, en hausse de 67.533,5 millions par rapport à 2015. Cette évolution fait suite à un accroissement de 41.675,0 millions des placements au titre des autres investissements et de 28.593,0 millions des placements au titre des investissements portefeuille.

S'agissant du stock d'engagements, il s'est établi à 481.559,0 millions à fin 2016, en hausse de 39.907,5 millions par rapport à l'année précédente, suite à une augmentation de 15.370,8 millions du stock des autres investissements, de 13.736,7 millions du stock des investissements directs dans le pays et de 10.800,0 millions du stock d'engagements au titre des investissements de portefeuille.

**Tableau 18 : Variation de la position extérieure globale**

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>281.863,2</b>	<b>29,2</b>	<b>349.396,7</b>
Investissements directs	22.452,8	0,0	22.719,7
Investissements de portefeuille	19.148,0	0,0	47.741,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	19.336,2	0,0	61.011,2
Avoirs de réserves	220.926,2	29,2	217.924,8
<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>441.651,5</b>	<b>52,4</b>	<b>481.559,0</b>
Investissements directs	109.932,5	0,0	123.669,2
Investissements de portefeuille	17.100,0	0,0	27.900,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	314.619,0	52,4	329.989,8
<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-159.788,3</b>	<b>-23,2</b>	<b>-132.162,3</b>

Source : BCEAO

## 5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

Le stock d'actifs est détenu essentiellement par la Banque Centrale à travers les avoirs de réserves qui représentent 37,6% du total des actifs financiers. Les autres institutions de dépôts détiennent 19,0% du stock des avoirs financiers contre 43,4% pour les autres sociétés dont les avoirs sont constitués principalement de dépôts et des crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers concerne principalement l'Administration Publique, les sociétés non financières et la Banque Centrale. Il concerne principalement la dette publique et les investissements directs étrangers. Le stock des IDE a progressé en 2016 pour atteindre 123.669,2 millions de FCFA. Les principaux secteurs bénéficiaires sont les télécommunications, le secteur bancaire, le secteur hôtellerie et restauration, commerce et le secteur des BTP.

**Tableau 19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)**

(En millions de FCFA)

Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Sous total	Autres secteurs		Total
					Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>217.924,8</b>	<b>66.285,0</b>	<b>0,0</b>	<b>284.209,8</b>	<b>0,0</b>	<b>65.186,9</b>	<b>349.396,7</b>
Investissements directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	22.719,7	22.719,7
Investissements de portefeuille	0,0	47.741,0	0,0	47.741,0	0,0	0,0	47.741,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	0,0	18.544,0	0,0	18.544,0		42.467,2	61.011,2
Avoirs de réserves	217.924,8	0,0	0,0	217.924,8	0,0	0,0	217.924,8
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	11.058,6	0,0	0,0	11.058,6	0,0	0,0	11.058,6
Position de réserve au FMI	3.821,6	0,0	0,0	3.821,6	0,0	0,0	3.821,6
Autres avois de réserve	203.044,6	0,0	0,0	203.044,6	0,0	0,0	203.044,6
							0,0
<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>64.802,6</b>	<b>48.157,2</b>	<b>270.187,0</b>	<b>383.146,8</b>	<b>0,0</b>	<b>98.412,2</b>	<b>481.559,0</b>
Investissements directs	0,0	25.257,0	0,0	25.257,0	0,0	98.412,2	123.669,2
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	27.900,0	27.900,0	0,0	0,0	27.900,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	64.802,6	22.900,2	242.287,0	329.989,8	0,0	0,0	329.989,8
<b>Position extérieure globale nette</b>	<b>153.122,2</b>	<b>18.127,8</b>	<b>-270.187,0</b>	<b>-98.937,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-33.225,3</b>	<b>-132.162,3</b>

Source : BCEAO

**5.3- Structure géographique de la position extérieure globale**

L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette du pays à fin 2016, fait ressortir une situation débitrice avec la Zone euro (-51.944,1 millions), les autres pays de l'Union (-55.791,0 millions) et les pays des autres régions du monde (-25.335,5 millions). Le déficit avec la Zone euro provient exclusivement des investissements directs étrangers reçus des résidents de cette sous-région. Quant aux engagements nets vis-à-vis des autres pays de l'Union, ils sont constitués essentiellement des investissements directs étrangers, des tirages au titre des prêts auprès des institutions multilatérales et des emprunts auprès du marché financier de l'Union. Le déficit plus faible vis-à-vis des pays autres que ceux de l'Union et de la zone Euro est lié aux prêts publics contractés auprès des institutions multilatérales et bilatérales dont l'impact est atténué par les créances détenues sous forme d'avoirs de réserves par la Banque Centrale.

Au niveau du stock d'actifs financiers, 80,1% est détenu sur les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone Euro et 25,5% sur les autres pays de l'UEMOA. Les avois de réserve demeurent la principale composante (76,7%) dont la majeure partie (95,7%) est détenue sur les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone Euro. La majeure partie des investissements directs (70,5% du stock) est réalisée dans les autres pays de l'UEMOA et suivi des autres pays des autres régions du monde dans une moindre mesure (29,5% du stock). La totalité des investissements de portefeuille

portent sur les titres publics émis par les autres pays de l'UEMOA et acquis par les banques locales. Les autres investissements sont détenus principalement par les autres institutions de dépôts (18.554 millions) et les sociétés non financières (42.467.2 millions) .

S'agissant du stock de passifs financiers, 59,1% est détenu par les opérateurs résidents dans les pays autres ceux de l'UEMOA et de la zone Euro, 30,1% par ceux résidents dans les autres pays de l'UEMOA, 10,8% par ceux de la zone Euro. Le stock d'IDE se situe à 123.669,2 millions dont 45,2% est détenu par les opérateurs résidents dans la zone Euro, 36,5% par les autres pays de l'Union et 18,6% par ceux des autres pays.

Le stock d'investissement de portefeuille se situe à 27.900,0 millions, détenu par les banques des autres pays de l'UEMOA. Le stock des autres investissements est détenu à hauteur de 73,4% par les opérateurs des pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone Euro et 26,6% par les opérateurs des autres pays de l'UEMOA.

**Tableau 20 : Répartition géographique de la position extérieure globale**

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>281.863,2</b>	<b>29,2</b>	<b>349.396,7</b>
EURO	0,0	0,0	908,6
UEMOA	60.557,0	0,0	89.150,0
AUTRES	221.306,2	29,2	259.338,1
<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>441.651,5</b>	<b>52,4</b>	<b>481.559,0</b>
EURO	49.096,0	0,0	51.944,4
UEMOA	126.441,0	0,0	144.941,0
AUTRES	266.114,5	52,4	284.673,6
<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-159.788,3</b>	<b>-23,2</b>	<b>-132.162,3</b>

Source : BCEAO

## CONCLUSION

L'évolution des transactions extérieures est caractérisée par un excédent du solde global de la balance des paiements (33.846,0 millions) plus faible par rapport à 2015 (35.801,0 millions). Le solde du compte courant dégage un excédent pour la troisième année consécutive en rapport principalement avec le niveau élevé des prix à l'exportation de la noix de cajou. Ces évolutions illustrent la vulnérabilité de l'économie face aux chocs externes avec une forte dépendance vis-à-vis de la filière cajou dont les performances enregistrées ont permis d'accroître sensiblement la valeur des exportations. Les actions engagées pour garantir la domiciliation et l'encaissement des recettes d'exportation ont contribué à dégager un excédent du solde global de la balance des paiements.

L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette du pays à fin 2016, fait ressortir une situation débitrice avec la Zone euro, des autres pays de l'Union des pays des autres régions du monde dans une moindre mesure. L'essentiel des engagements du pays est constitué d'investissement direct étrangers et des dettes publiques à long terme, en monnaie locale ou en Euro (64,3% du stock d'engagement). Cette structure contribue à limiter les risques. Toutefois, la diversification de la base productive et des exportations reste une nécessité. Au niveau de la filière cajou, les mesures prises par l'Etat ont favorisé la domiciliation et le rapatriement des recettes d'exportations. Ces actions devraient être poursuivies et étendues aux autres produits, tels que le bois dont les exportations devraient reprendre en 2018 après la suspension décidée en 2016. Les capitaux privés mobilisés demeurent encore faibles puisque les investissements directs étrangers se situent à 17,9% du PIB. Ainsi, l'accélération des réformes prévues dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires reste une priorité. En outre, la contribution du secteur minier est toujours marginale malgré les potentiels importants notamment, en termes d'exploitation et de production de bauxite et de phosphate. Dans ce cadre, les réformes prévues dans ce secteur devraient également être mises en œuvre.

# **ANNEXE**



## Table des annexes

Graphique 5 : Orientation géographique des importations .....	18
Graphique 7 : Évolution de la balance des services (en millions de FCFA).....	22
ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale .....	37
ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements.....	42
ANNEXE 3 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée).....	43
ANNEXE 4 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO).....	44
ANNEXE 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions.....	45
ANNEXE 6 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA).....	46
ANNEXE 7 : Position extérieure globale (en millions de FCFA).....	64

## **ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale**

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

### **A- La balance des paiements**

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

#### **Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements**

##### **Compte des transactions courantes**

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte « revenu »*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement « transferts courants »*)

##### **Compte de capital**

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

##### **Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)**

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

### **A1)- Compte des biens et services**

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;
- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication »<sup>14</sup> selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

## **A2) Compte de revenu primaire**

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

## **A3) Compte de revenu secondaire**

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

#### **A4) Compte de capital**

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

#### **A5) Compte financier**

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

#### **B)- La Position extérieure globale (PEG)**

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant

unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

#### **B I) : Variation de la position extérieure globale nette par zone géographique**

*(En millions de FCFA)*

<b>Poste</b>	<b>Début de période</b>	<b>Autres flux</b>	<b>Fin de période</b>
<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>281 863,2</b>	<b>29,2</b>	<b>349 396,7</b>
EURO	0,0	0,0	908,6
UEMOA	32 028,8	0,0	23 069,4
AUTRES	249 834,4	29,2	325 418,7
<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>441 651,5</b>	<b>52,4</b>	<b>481 559,0</b>
EURO	49 096,0	0,0	51 944,4
UEMOA	107 762,9	0,0	123 795,3
AUTRES	284 792,6	52,4	305 819,3
<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-159 788,3</b>	<b>-23,2</b>	<b>-132 162,3</b>

## **ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements**

Des ajustements de valeurs, de champ couvert et de chronologie sont faits sur les statistiques douanières pour le passage aux statistiques enregistrées en balance des paiements.

Ainsi, pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix déduit des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières. Ces ajustements sont indiqués sous la rubrique « ajustements de valeurs ».

La rubrique « ajustement de champ couvert » permet de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades). On procède également sous cette rubrique « ajustement de champ couvert » à la prise en compte du commerce non contrôlé.

Les ajustements de chronologie sont fondés sur le fait que les statistiques douanières recensent les déclarations en douane de l'année tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalages des dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs. L'écart entre les quantités déclarées par l'opérateur, les quantités déduites des statistiques douanières, appliqué aux prix déclarés par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs douanières.

Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se situent autour de 16,1% et 1,14% respectivement. Ces taux ont été actualisés en 2015.

Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les services douaniers.

## **ANNEXE 2.I- MATRICE PROVISOIRE DES ECHANGES INTRA-COMMUNAUTAIRES**

**Tableau 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2016 à partir des statistiques officielles**  
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		2 776,8	7 238,9		50 769,2	16 652,1	292,1	9 852,3	<b>87 581,3</b>
	Burkina	988,5		10 702,1	13,0	12 723,9	9 533,8	3 936,5	17 598,0	<b>55 495,8</b>
	Côte d'Ivoire	23 386,1	294 190,0		1 299,4	281 094,3	25 876,4	75 019,2	122 765,5	<b>823 630,8</b>
	Guinée-Bissau	0,0	1,3	0,0			19,7	8,9	0,0	<b>30,0</b>
	Mali	3 655,6	65 957,7	74 693,9	13,3		5 963,2	46 245,1	989,9	<b>197 518,6</b>
	Niger	1 827,8	19 166,9	3 789,6	1,9	31 166,7		414,7	543,2	<b>56 910,9</b>
	Sénégal	12 625,9	32 970,1	81 243,1	28 807,6	289 731,8	14 101,8		14 917,0	<b>474 397,4</b>
	Togo	140 734,0	96 103,8	36 061,0	448,5	36 772,4	49 489,3	6 153,3		<b>365 762,2</b>
	UEMOA	<b>183 217,8</b>	<b>511 166,6</b>	<b>213 728,6</b>	<b>30 583,6</b>	<b>702 258,3</b>	<b>121 636,4</b>	<b>132 069,7</b>	<b>166 666,0</b>	<b>2 061 326,9</b>

**Tableau 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2016**

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		1 763,3	2 684,8	9,0	0,0	29 655,3	251,8	7 369,6	<b>41 733,8</b>
	Burkina	444,7		848,3	0,0	292,3	765,2	377,2	6 407,0	<b>9 134,7</b>
	Côte d'Ivoire	754,5	0,0		0,0	1 599,2	331,4	413,9	2 856,2	<b>5 955,2</b>
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		573,9	0,0	3 881,3	0,0	<b>4 455,2</b>
	Mali	7 519,6	0,0	2 556,3	67,5		8 988,4	47 913,7	4 205,0	<b>71 250,5</b>
	Niger	9 344,9	109,8	704,9	0,0	14 152,4		323,7	9 975,8	<b>34 611,5</b>
	Sénégal	1 075,8	0,0	632,1	6 776,0	0,0	3 327,8		0,0	<b>11 811,7</b>
	Togo	356,0	1 674,3	3 486,8	6,5	0,0	0,0	0,0		<b>5 523,6</b>
	UEMOA	<b>19 495,5</b>	<b>3 547,3</b>	<b>10 913,3</b>	<b>6 859,0</b>	<b>16 617,8</b>	<b>43 068,0</b>	<b>53 161,7</b>	<b>30 813,6</b>	<b>184 476,2</b>



### ANNEXE 3 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>261.061,8</b>	<b>251.005,0</b>	<b>10.056,8</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>185.193,6</b>	<b>218.670,6</b>	<b>-33.477,0</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>164.008,0</b>	<b>136.517,1</b>	<b>27.490,9</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	164.008,0	136.517,1	27.490,9
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0
1.A.a.3	Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>21.185,6</b>	<b>82.153,5</b>	<b>-60.968,0</b>
1.A.b.3	Transport	241,6	29.281,8	-29.040,2
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0,0	27.171,0	-27.171,0
1.A.b.4	Voyage	11.499,6	33.287,9	-21.788,3
1.A.b.0	Autres services	9.444,4	19.583,8	-10.139,5
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>32.667,1</b>	<b>15.044,1</b>	<b>17.623,0</b>
1.B.1	Revenus des salariés	16.863,9	7.241,0	9.622,9
1.B.2	Revenus des investissements	5.178,0	7.803,1	-2.625,1
1.B.3	Autres revenus primaires	10.625,3	0,0	10.625,3
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>43.201,1</b>	<b>17.290,3</b>	<b>25.910,8</b>
1.C.1	Administrations publiques	1.424,6	0,0	1.424,6
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	0,0	0,0	0,0
1.C.2	Autres secteurs	41.776,5	17.290,3	24.486,2
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	34.447,9	15.091,0	19.356,9
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>29.564,1</b>	<b>0,0</b>	<b>29.564,1</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0
2.2	Transfert en capital	29.564,1	0,0	29.564,1
2.2.1	Administrations publiques	28.065,2	0,0	28.065,2
	<i>Remises de dettes</i>	738,5	0,0	738,5
2.2.2	Autres secteurs	1.498,9	0,0	1.498,9
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>67.504,3</b>	<b>40.340,1</b>	<b>27.164,2</b>
3.1	Investissements directs	266,9	14.221,7	-13.954,8
3.2	Investissements de portefeuille	28.593,0	10.800,0	17.793,0
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres investissements	41.675,0	15.318,4	26.356,6
3.5	Avoirs de réserves	-3.030,6	0,0	-3.030,6
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-223.121,6</b>	<b>-210.664,9</b>	<b>-12.456,7</b>

Source : BCEAO

#### ANNEXE 4 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>261.062,0</b>	<b>251.005,7</b>	<b>10.056,3</b>
<b>Biens et services</b>	185.193,8	218.670,6	-33.476,8
<b>Biens</b>	164.008,2	136.517,1	27.491,1
Marchandises générales	164.008,2	136.517,1	27.491,1
<i>Dont : Réexportations</i>	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
<b>Services</b>	<b>21.185,6</b>	<b>82.153,5</b>	<b>-60.968,0</b>
Transport	241,6	29.281,8	-29.040,2
<i>Dont : Fret</i>	0,0	27.171,0	-27.171,0
Voyage	11.499,6	33.287,9	-21.788,3
Autres services	9.444,8	19.583,8	-10.139,1
<b>Revenus primaires</b>	<b>32.667,1</b>	<b>15.044,8</b>	<b>17.622,3</b>
Revenus des salariés	16.863,9	7.241,7	9.622,2
Revenus des investissements	5.178,0	7.803,1	-2.625,1
Autres revenus primaires	10.625,3	0,0	10.625,3
<b>Revenus secondaires</b>	<b>43.201,1</b>	<b>17.290,3</b>	<b>25.910,8</b>
Administrations publiques	1.424,6	0,0	1.424,6
<i>Aides budgétaires</i>	1.424,6	0,0	1.424,6
Autres secteurs	41.776,5	17.290,3	24.486,2
<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	39.567,4	16.332,3	23.235,1
<b>Compte de capital</b>	<b>29.564,1</b>	<b>0,0</b>	<b>29.564,1</b>
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0
Transfert en capital	29.564,1	0,0	29.564,1
Administrations publiques	28.065,2	0,0	28.065,2
<i>Remises de dettes</i>	738,5	0,0	738,5
Autres secteurs	1.498,9	0,0	1.498,9
<b>Compte financier</b>	<b>27.539,9</b>	<b>34.221,7</b>	<b>-6.681,8</b>
Investissements directs	266,9	14.221,7	-13.954,8
Investissements de portefeuille	0,0	10.800,0	-10.800,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	27.273,0	9.200,0	18.073,0
Administration publique	0,0	9.200,0	-9.200,0
Autres secteurs	27.273,0	-34,0	27.307,0
		0,0	
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-223.121,8</b>	<b>-210.665,6</b>	<b>-12.456,2</b>
<b>Solde global</b>	<b>39.964,4</b>	<b>6.118,4</b>	<b>33.846,0</b>

Source : BCEAO

## ANNEXE 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

Poste	2007	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-14.674,0</b>	<b>-35.039,8</b>	<b>-6.630,0</b>	<b>-42.497,3</b>	<b>-25.941,5</b>	<b>3.119,9</b>	<b>12.386,1</b>	<b>10.056,3</b>
<b>Biens et services</b>	<b>-45.847,2</b>	<b>-63.638,0</b>	<b>-27.025,4</b>	<b>-51.678,5</b>	<b>-39.090,7</b>	<b>-58.224,2</b>	<b>-29.139,6</b>	<b>-33.476,8</b>
<b>Biens</b>	<b>-29.161,1</b>	<b>-34.643,7</b>	<b>-1.046,2</b>	<b>-25.732,0</b>	<b>-14.840,4</b>	<b>-23.828,6</b>	<b>26.801,1</b>	<b>27.491,1</b>
Marchandises générales	-29.161,1	-34.643,7	-1.046,2	-25.732,0	-14.843,0	-24.582,7	26.801,1	27.491,1
<i>Dont : Réexportations</i>	3.894,4	3.127,2	1.838,0	446,0	127,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	2,6	764,1	0,0	0,0
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-10,0	0,0	0,0
<b>Services</b>	<b>-16.686,1</b>	<b>-28.994,3</b>	<b>-25.979,2</b>	<b>-25.946,5</b>	<b>-24.250,3</b>	<b>-34.395,6</b>	<b>-55.940,7</b>	<b>-60.968,0</b>
Transport	-11.464,2	-13.685,2	-19.042,0	-17.063,3	-14.902,6	-19.018,6	-24.568,7	-29.040,2
<i>Dont : Fret</i>	-11.267,8	-13.581,2	-15.754,0	-14.806,9	-12.804,7	-18.686,9	-24.350,0	-27.171,0
Voyage	-5.662,6	-8.006,1	-8.249,0	-6.728,8	-4.833,9	-16.041,4	-21.031,3	-21.788,3
Autres services	440,7	-7.303,0	1.311,8	-2.154,4	-4.513,8	664,4	-10.340,7	-10.139,1
<b>Revenus primaires</b>	<b>-4.742,8</b>	<b>-1.143,7</b>	<b>-8.733,6</b>	<b>-16.864,2</b>	<b>-3.963,2</b>	<b>18.459,1</b>	<b>15.124,3</b>	<b>17.622,3</b>
Revenus des salariés	-76,7	861,5	-244,0	-1.810,3	-309,0	8.458,1	8.172,8	9.622,2
Revenus des investissements	-4.666,2	-2.005,2	-8.489,6	-15.021,9	-3.654,2	-2.530,0	-6.036,3	-2.625,1
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	-32,0	0,0	12.531,0	12.987,8	10.625,3
<b>Revenus secondaires</b>	<b>35.916,1</b>	<b>29.742,0</b>	<b>29.129,0</b>	<b>26.045,4</b>	<b>17.112,4</b>	<b>42.884,9</b>	<b>26.401,4</b>	<b>25.910,8</b>
Administrations publiques	16.992,7	14.205,0	17.314,0	11.911,0	1.861,7	23.631,6	6.534,9	1.424,6
<i>Aides budgétaires</i>	16.992,7	11.200,0	15.782,0	11.900,0	2.400,0	2.400,0	5.600,0	1.424,6
Autres secteurs	18.923,4	15.536,9	11.815,0	14.134,4	15.250,8	19.253,4	19.866,5	24.486,2
<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	18.616,8	12.130,5	10.697,0	12.363,0	12.363,0	19.177,6	19.356,9	23.235,1
							0,0	0,0
<b>Compte de capital</b>	<b>15.387,8</b>	<b>485.427,5</b>	<b>26.958,0</b>	<b>15.863,0</b>	<b>15.822,1</b>	<b>27.395,9</b>	<b>35.382,1</b>	<b>29.564,1</b>
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert en capital	15.387,8	485.427,5	26.958,0	15.863,0	15.822,1	27.395,9	35.382,1	29.564,1
Administrations publiques	15.349,5	485.427,5	25.700,0	15.900,0	8.816,0	26.100,0	34.826,1	28.065,2
<i>Remises de dettes</i>	5.351,2	484.447,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	738,5
Autres secteurs	38,3	0,0	1.258,0	-37,0	7.006,1	1.295,9	556,0	1.498,9
							0,0	0,0
<b>Compte financier</b>	<b>-8.891,6</b>	<b>436.093,5</b>	<b>-8.703,3</b>	<b>1.688,7</b>	<b>-15.871,6</b>	<b>-39.591,5</b>	<b>4.128,6</b>	<b>-6.681,8</b>
Investissements directs	-8.891,6	-13.719,8	-11.403,0	-3.458,2	-9.701,9	-12.906,9	-9.599,3	-13.954,8
Investissements de portefeuille	-498,2	44,6	-16,1	0,0	0,0	-9.505,6	-4.960,6	-10.800,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	498,2	449.768,8	2.715,8	5.146,9	-6.169,7	-17.179,0	18.688,5	18.073,0
Administration publique	-1.168,9	452.457,3	-9.827,0	-7.629,0	-12.535,3	-24.134,0	-17.545,5	-9.200,0
Autres secteurs	1.667,2	-2.688,5	12.542,8	12.775,9	6.365,6	-3.679,0	36.234,0	27.307,0
								0,0
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>2.481,6</b>	<b>-2.114,2</b>	<b>-2.261,7</b>	<b>-4.764,9</b>	<b>5.129,7</b>	<b>6.140,1</b>	<b>-7.838,5</b>	<b>-12.456,2</b>
<b>Solde global</b>	<b>12.087,0</b>	<b>12.180,0</b>	<b>26.769,6</b>	<b>-33.087,9</b>	<b>10.881,9</b>	<b>76.247,4</b>	<b>35.801,0</b>	<b>33.846,0</b>

Source : BCEAO

**ANNEXE 6 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA)**

<b>Libellés</b>	<b>Crédit</b>	<b>Débit</b>	<b>Solde</b>
Compte des transactions courantes	261062	251 005,7	10 056,3
Biens et services	185 193,8	218 670,6	-33 476,8
Biens	164 008,2	136 517,1	27 491,1
Marchandises générales, base balance des paiements	164 008,2	136 517,1	27 491,1
Dont : Réexportations	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce International	0,0	0,0	0,0
Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
Biens vendus dans le cadre du négoce International	0,0	0,0	0,0
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
Services	21 185,6	82 153,5	-60 968,0
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	328,0	213,7	114,3
Transport	241,6	29 281,8	-29 040,2

Fret	0,0	27 171,0	-27 171,0
Voyages	11 499,6	33 287,9	-21 788,3
Travaux de construction	0,0	75,6	-75,6
Services d'assurance et de retraite	8,7	2 667,6	-2 658,9
Services financiers	1 207,0	1 071,7	135,3
Commission pour usage de propriété intellectuelle non Incluses ailleurs	79,0	0,0	79,0
Services de télécommunications, d'informatique Et d'information*1	5 535,2	12 813,7	-7 278,5
Autres services aux entreprises	1 433,3	2 104,8	-671,5
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	853,2	636,7	216,5
Revenu primaire	32 667,1	15 044,8	17 622,3
Rémunération des salariés	16 863,9	7 241,7	9 622,2
Revenus des investissements	5 178,0	7 803,1	-2 625,1
Investissements directs	285,9	2 679,4	-2 393,5

Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	48,9	2 378,3	-2 329,4
Intérêts	237,0	301,1	-64,1
Investissements de portefeuille	2 616,0	719,2	1 896,8
Revenu des investissements sur titres de Participation et parts De fonds De placement	0,0	0,0	0,0
Intérêts	2 616,0	719,2	1896,8
Autres investissements	2 276,1	4 404,5	-2 128,4
Prélèvement sur les revenus des quasi sociétés	0,0	0,0	0,0
Intérêts	2 276,1	4 396,8	-2 120,7
Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
Intérêts	0,0	0,0	0,0
Autre revenu primaire	10 625,3	0,0	10 625,3
Revenu secondaire	43 201,1	17 290,3	25 910,8
Administrations publiques	1 424,6	0,0	1 424,6
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	0,0	0,0	0,0

Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0
Prestations Sociales (Débit)	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante	1 424,6	0,0	1 424,6
Transferts courants divers des administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	41 776,5	17 290,3	24 486,2
Transferts personnels (transferts courants entre ménages Résidents et non résidents)	39 567,4	16 332,3	23 235,1
Envois de fonds des travailleurs	39 567,4	16 332,3	23 235,1
Autres transferts courants	2 209,1	958,0	1 251,1
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales	0,0	815,6	-815,6
Prestations sociales	365,0	26,0	339,1
Primes d'assurance nettes hors assurance vie	7,7	77,7	-70,0
Indemnités d'assurance dommage	38,6	31,3	7,3
Coopération internationale courante	15,0	7,5	7,5
Transferts courants divers	1 782,8	0,0	1782,8

Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
Compte de capital	29 564,1	0,0	29 564,1
Acquisitions (DR) / cessions (CR) d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0
Transferts de capital	29 564,1	0,0	29 564,1
Administration publique	28 065,2	0,0	28 065,2
Remises de dette	738,5	0,0	738,5
Autres transferts de capital	27 326,7	0,0	27 326,7
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 498,9	0,0	1 498,9
Remises de dette	0,0	0,0	0,0
Autres transferts de capital	1 498,9	0,0	1 498,9
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	290 626,1	251 005,7	39 620,4
Compte financier	67 504,3	40 340,1	27 164,2



Capacité (+) / besoin () de financement (Compte financier)	67 504,3	40 340,1	27 164,2
Investissement direct	266,9	14 221,7	-13 954,8
Titres de participation et parts de fonds de placement	266,9	14 215,9	-13 949,0
Titres de participation autres que le réinvestissement Des bénéfices	235,9	11 841,0	-11 605,1
Investisseur direct dans des entreprises D'investissement direct	233,8	11 841,0	-11 607,2
Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	2,1	0,0	2,1
Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
Réinvestissement des bénéfices	31,0	2 374,9	-2 343,9
Instruments de dette	0,0	5,8	-5,8
Créances d'un investisseur direct sur des entreprises D'investissement direct	0,0	0,0	0,0
Créances des entreprises d'investissement direct sur Un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
Entre entreprises soeurs	0,0	5,8	-5,8
Investissements de portefeuille	28 593,0	10 800,0	17 793,0
Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0

Banque centrale	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Titres de créance	28 593,0	10 800,0	17 793,0
Banque centrale	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	28 593,0	0,0	28 593,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	28 593,0	0,0	28 593,0

Administrations publiques	0,0	10 800,0	-10 800,0
À court terme	0,0	10 800,0	-10 800,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
Banque centrale	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0

Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
Options	0,0	0,0	0,0
Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	41 675,0	15 318,4	26 356,6
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	22 015,6	1 131,3	20 884,3
Banque centrale	0,0	392,2	-392,2
À court terme	0,0	392,2	-392,2
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0

À long terme	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	13 707,0	739,1	12 967,9
Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
À court terme	13 707,0	739,1	12 967,9
À long terme	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	8 308,6	0,0	8 308,6
À court terme	8 308,6	0,0	8 308,6
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	8 308,6	0,0	8 308,6
À court terme	8 308,6	0,0	8 308,6

À long terme	0,0	0,0	0,0
Prêts	643,4	13 963,3	-13 319,9
Banque centrale	0,0	3 663,3	-3 663,3
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	3 663,3	-3 663,3
Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	679,0	1 100,0	-421,0
À court terme	679,0	0,0	679,0
À long terme	0,0	1 100,0	-1 100,0
Administrations publiques	0,0	9 200,0	-9 200,0
Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
Autres à court terme	0,0	0,0	0,0

Autres à long terme	0,0	9 200,0	-9 200,0
Autres secteurs	-35,6	0,0	-35,6
À court terme	8,7	0,0	8,7
À long terme	-44,3	0,0	-44,3
Autres sociétés financières	-75,0	0,0	-75,0
À court terme	-75,0	0,0	-75,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	39,4	0,0	39,4
À court terme	83,7	0,0	83,7
À long terme	-44,3	0,0	-44,3
Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
Banque centrale	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0

Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux et avances	19 000,0	0,0	19 000,0
Banque centrale	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	19 000,0	0,0	19 000,0



À court terme	19 000,0	0,0	19 000,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	19 000,0	0,0	19 000,0
À court terme	19 000,0	0,0	19 000,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à recevoir/ à payer	16,0	223,8	-207,8
Banque centrale	0,0	-693,2	693,2
À court terme	0,0	-693,2	693,2
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	16,0	917,0	-901,0

À court terme	16,0	917,0	-901,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	0,0	-0,0	0,0
Avoirs de réserve	-3 030,6	0,0	-3 030,6

Or monétaire	0,0	0,0	0,0
Or métal	0,0	0,0	0,0
Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	698,4	0,0	698,4
Position de réserve au FMI	3 358,0	0,0	3 358,0
Autres avoirs de réserve	-7 087,0	0,0	-7 087,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	-7 087,0	0,0	-7 087,0
Créances sur les autorités monétaires	240,8	0,0	240,8
Créances sur d'autres entités	-7 327,8	0,0	-7 327,8
Titres	0,0	0,0	0,0
Titres de créance	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0
Titres de participation et parts de fonds De placement	0,0	0,0	0,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0

Erreurs et omissions nettes	-223 121,8	-210 665,6	-12 456,2
Postes pour mémoire	0,0	0,0	0,0
Financement exceptionnel	177,2	0,0	177,2
Transferts courants et ou en capital	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
Investissements directs	0,0	0,0	0,0
Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
Investissement de portefeuille	177,2	0,0	177,2
Autres investissements	0,0	0,0	0,0
Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités Ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
Arriérés	0,0	0,0	0,0
Accumulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0

Principal sur la dette à court terme	0,0	0,0	0,0
Principal sur la dette à long terme	0,0	0,0	0,0
Intérêts initiaux	0,0	0,0	0,0
Intérêts de pénalisation	0,0	0,0	0,0
Remboursement d'arriérées	0,0	0,0	0,0
Principal	0,0	0,0	0,0
Intérêts	0,0	0,0	0,0
Rééchelonnement d'arriérés	0,0	0,0	0,0
Principal	0,0	0,0	0,0
Intérêts	0,0	0,0	0,0
Annulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
Principal	0,0	0,0	0,0
Intérêts	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO

**ANNEXE 7 : Position extérieure globale (en millions de FCFA)**

<b>Libellé</b>	<b>AVOIR Stocks début De période</b>	<b>AVOIR Autre flux</b>	<b>AVOIR Stocks fin De période</b>	<b>AVOIR Flux net</b>	<b>ENG Stocks début De période</b>	<b>ENG Autre flux</b>	<b>ENG Stocks fin De période</b>	<b>ENG Flux net</b>
Position extérieure global nette	281 863,2	29,2	349 396,7	67 504,3	441 651,5	52,4	481 559,0	39 855, 1
Investissement direct	22 452,8	0,0	22 719,7	266,9	109 932,5	0,0	123 669,2	13 736, 7
Titres de participation et parts de fonds de placement	22 452,8	0,0	22 719,7	266,9	109 932,5	0,0	123 663,4	13 730, 9
Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	22 452,8	0,0	22 688,7	235,9	109 708,0	0,0	121 549,0	11 841, 0
Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	22 449,2	0,0	22 683,0	233,8	109 708,0	0,0	121 549,0	11 841, 0
Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	3,6	0,0	5,7	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0















Autres secteurs	15 000,0	0,0	23 308,6	8 308,6	0,0	0,0	0,0	0,0
À court terme	15 000,0	0,0	23 308,6	8 308,6	0,0	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15 000,0	0,0	23 308,6	8 308,6	0,0	0,0	0,0	0,0
À court terme	15 000,0	0,0	23 308,6	8 308,6	0,0	0,0	0,0	0,0
À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts	3 394,2	0,0	4 037,6	643,4	248 468,7	30,0	262 462,0	13 963,3

Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	11 381,7	30,0	15 075,0	3 663,3
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	11 381,7	30,0	15 075,0	3 663,3
Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 200,0	0,0	3 879,0	679,0	4 000,0	0,0	5 100,0	1 100,0
À court terme	3 200,0	0,0	3 879,0	679,0	0,0	0,0	0,0	0,0

À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	4 000,0	0,0	5 100,0	1 100,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	233 087,0	0,0	242 287,0	9 200,0
Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	233 087,0	0,0	242 287,0	9 200,0
Autres secteurs	194,2	0,0	158,6	-35,6	0,0	0,0	0,0	0,0
À court terme	119,2	0,0	127,9	8,7	0,0	0,0	0,0	0,0
À long terme	75,0	0,0	30,7	-44,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres sociétés financières	75,0	0,0	0,0	-75,0	0,0	0,0	0,0	0,0
À court terme	75,0	0,0	0,0	-75,0	0,0	0,0	0,0	0,0

















placement								
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fatick  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)